
Aide Publique au Développement et Croissance Inclusive à Madagascar

RANDIMBIARISOA Oliva Emmanuëlla

Economiste Statisticien, Chercheur à la mention Economie

Université d'Antananarivo

Madagascar

Contact : randimbi.oliva@gmail.com / randimbi.oliva@mef.gov.mg



SOMMAIRE

CONTEXTE.....	514
OBJECTIF	517
PROBLEMATIQUE.....	517
HYPOTHESE DE RECHERCHE.....	518
METHODOLOGIE.....	518
CHAPITRE 1 : L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE INCLUSIVE	519
CHAPITRE 2 : ANALYSE STOCHASTIQUE DE LA RELATION ENTRE L'AIDE ET LA CROISSANCE INCLUSIVE	558
CHAPITRE 3 : RECOMMANDATIONS POUR MADAGASCAR ET POUR LES BAILLEURS DE FONDS	576
CONCLUSION.....	582
BIBLIOGRAPHIE.....	583

Liste des tableaux

Tableau 1 : Différents modes de mobilisation et d'utilisation des ressources financières en faveur du développement	537
Tableau 2 : Indicateur d'inclusivité	541
Tableau 3 : Tableau d'inclusivité	546
Tableau 4 : Déterminant et élément de la croissance inclusive	554
Tableau 5 : Analyse de la stationnarité des variables d'études	560
Tableau 6 : Analyse de la covariance	561
Tableau 7 : identification du nombre de retard optimal pour la représentation VAR	563
Tableau 8 : Représentation Var des variables d'études	564
Tableau 9 : Test de normalité des Erreurs	566
Tableau 10 : Test d'Homoscédasticité des Erreurs basé sur la statistique de White	568
Tableau 11 :	581

Liste des graphiques

Figure 1 : Évolution de l'Aide publique au développement nette sur 50 ans 1960-2010	524
Figure 2 : Structure de l'Aide Publique au développement en 2008	530
Figure 3 : Architecture actuelle de l'Aide publique au Développement	531
Figure 4 : Standard Measures of financial Depth	542
Figure 5 : Courbe de Morbidité sociale	544
Figure 6 : Evolution technologique et inclusion (ONIDI)	551
Figure 7 : Corrélation entre Innovation technologique et facteur élémentaire de l'inclusion sociale	552
Figure 8 : Evolution technologique et durabilité environnementale	553
Figure 9 : Représentation graphique des variables en différences premières	562
Figure 10 : Test de corrélation des résidus	567
Figure 11 : Corélogramme de chaque équation de la représentation VAR	567
Figure 12 : Fonction de réponses impulsionnelles de la croissance face à la variation des autres variables	570
Figure 13 : Fonction de réponses impulsionnelles de l'APD face à la variation des autres variables	571
Figure 14 : Variation de court terme de la Balance Commerciale, de l'importation et de l'exportation	572

Contexte

Madagascar est listé dans le groupe des pays les plus pauvres au monde¹. Classé parmi les pays à faible Indice de Développement Humain (IDH)² par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en 2014 la Grande Ile se retrouve avec un Revenu National Brut par tête de 440 Dollar Américain en moyenne annuelle, entraînant la détérioration du bien-être de la population qui se traduit par une aggravation de la pauvreté³ et de l'inégalité. A Madagascar, la pauvreté est surtout un phénomène rural⁴ plutôt qu'urbain. Les études menées par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ont démontré que le taux de pauvreté varie en fonction des Régions, des Catégories Socio-Professionnelles et du milieu. Depuis 1993, selon les études menées par l'UNICEF⁵ (United Nations Children's Fund), la pauvreté à Madagascar suit une tendance à la hausse rendant difficile la mise en place de stratégies de développement durable.

La croissance malgache depuis 1960 a été marquée par son non constance. Parmi les facteurs déterminant de la fluctuation de la croissance économique à Madagascar se trouve les crises socio-politiques que le pays traverse presque périodiquement et qui entraînent à chaque fois une baisse considérable des activités productives et du niveau de PIB par tête. Conjugués avec les crises sociopolitiques, les mauvaises conditions climatiques telles que le passage des cyclones à chaque saison de pluie, la sécheresse, l'invasion des criquets..., fragilisent de plus en plus une économie très dépendante du secteur primaire, la rendant de moins en moins apte à générer de l'emploi et plaçant la population dans une situation de vulnérabilité, dans un Etat déjà classé « fragile » par les partenaires extérieurs.

La croissance a été estimée à 3,3% en 2014 et 3,1% en 2015. Une estimation conjointe des autorités et du FMI prévoit une réalisation de 4,1% en 2016 et 4,5 % pour l'année 2017 avec une importante contribution attendue des secteurs Agroalimentaire, Tourisme, Exportations et Travaux Publics. Même cité à un niveau relativement supérieur à la croissance de la population, les croissances économique à Madagascar n'ont jamais été accompagnées pour une augmentation de la contribution des souches défavorisées et en situation de fragilité.

¹ Selon la banque Mondiale, en 2010 : 87,67% de la population vivent avec moins de 1,25 USD (PPP) par jour ;

² L'IDH de Madagascar en 2013 est de 0,497, soit 155^{ème} / 187 pays au Monde ;

³ 48% de la population vivent dans la pauvreté sévère ; 54,6% de la population se trouve dans des pauvretés multidimensionnelles

⁴ Selon l'UNICEF en 2010 : 82,2% de la population en milieu rural est pauvre contre 54,2% pour la population urbaine

⁵ Dynamique de la pauvreté et pauvreté des enfants à Madagascar, 2010

Que l'on se réfère aux caractéristiques de la « Fragilité » établie par la France⁶, par la Banque Mondiale⁷ ou par la Banque Africaine de Développement⁸, Madagascar dispose de tous les symptômes y afférent. Ainsi, des efforts considérables doivent être déployés aussi bien au niveau de la Gouvernance Economique, des Politiques Structurelles, des Politiques d'Inclusion sociale ; mais également au niveau de la Gouvernance Publique. La situation de fragilité, de mauvaise gouvernance et la pauvreté constituent un cercle vicieux empêchant le pays d'avoir une croissance élevée, soutenue, durable et inclusive, de tirer avantage de ses potentialités naturelles, géographiques, démographiques et géostratégiques.

La mauvaise gouvernance susmentionnée est particulièrement observable au niveau de la Gouvernance Economique. On constate la difficulté d'utilisation efficace et efficiente de nos ressources, d'instauration de la base d'une croissance durable et soutenue par la promotion d'un tissu économique adéquate. Au niveau du secteur réel, l'agriculture reste le secteur qui occupe le plus grand nombre de main d'œuvre à Madagascar. Pour plus de 75% de la main d'œuvre nationale occupée dans ce secteur, il ne contribue qu'à hauteur de 15,5% au taux de croissance du PIB⁹. Au niveau du secteur Monétaire, on observe l'absence d'une véritable inclusion financière, malgré la situation de surliquidité au niveau du système bancaire, privant de financement de nombrables projets susceptibles de relancer et consolider la croissance. En outre, la persistance du taux d'inflation annuel relativement élevé¹⁰ et la vulnérabilité de notre petite économie face aux chocs extérieurs amplifient la fluctuation du taux de change, instaurant un environnement d'incertitude pour le secteur extérieur (Commerce Extérieur, Investissement Direct Etranger (IDE), Investissement de Portefeuille...) ; entravant la stabilité macroéconomique, élément fondamental d'une croissance de qualité.

Le problème d'inexistence de croissance de qualité est expliqué également par l'impossibilité pour le secteur public de dégager suffisamment de ressources pour financer son Plan de Développement National. On constate l'insuffisance des ressources primaires qui, en 2017, sont utilisées à 47%¹¹ pour le paiement de la solde et des pensions des agents de l'Etat alors que le pays est encore sous administré¹². Les ressources intérieures trouvées, généralement de courte durée, ne sont pas appropriées pour financer les projets de développement qui sont généralement de longue durée. En ce qui concerne les financements extérieurs ; ils sont non seulement marqués par la réticence générale des pays riches à honorer leur engagement de fournir

⁶Défaillance de l'Etat de droit, Etat impuissant, Etat illégitime ou non représentatif, Economie défaillante, Société fragilisée

⁷ World Bank CPIA Score 2014: 3.04

⁸ADB CPIA Score 2014: 3.24

⁹ Source: Madagascar Industrial Competitiveness Plan, 2009

¹⁰ Ces Cinq dernières années, Madagascar a enregistré un taux d'inflation moyen de 7,97% contre 3,87% pour l'Ile Maurice.

¹¹ Source : Ministère des Finances et du Budget

¹² Selon le Ministère des Finances et du budget, Madagascar compte 0,9 agents de la force de l'ordre pour 1000 habitant.

0,7% de leurs Revenu National Brut (RNB) pour l'Aide au Développement, mais également par l'existence de conditionnalité qui peuvent entraîner la dépendance, la perte de la souveraineté politique, économique... des Etats bénéficiaires, mais surtout leurs insuffisances pour assurer le décollage économique à cause des Aides « Fantômes » qui n'ont pas de relation directe avec le Développement.

Vers le début des années 80, les autorités malgaches ont affiché une volonté de mettre en œuvre une stratégie de développement et de relance économique par l'Industrialisation par la Substitution aux Importations. Ce choix était aligné à la tendance globale qui a été observée en Afrique Continentale, en Amérique Latine et en Asie, suite à l'accès à l'indépendance et à la volonté de stopper l'exportation de Valeur Ajouté par la promotion des industries locales

Les conditions de financement de la stratégie d'industrialisation susmentionnée (au taux du marché¹³) ont provoqué une situation d'insoutenabilité des dettes souveraines ; de grave déséquilibre macroéconomique interne et externe conduisant beaucoup de Gouvernements à se tourner vers les institutions de Breton Woods¹⁴ à travers le Programme d'Ajustement Structurel. En ce qui concerne Madagascar, la crise de l'endettement ainsi que les mauvaises performances macroéconomiques des années 80 ont débouché à la signature du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1988. Des ajustements ont été opérés au niveau du budget de l'Etat¹⁵, du secteur des entreprises publique du Secteur Financier de la promotion du commerce extérieur et au niveau de la dimension sociale.

Malgré les bonnes performances macroéconomiques durant la mise en œuvre du PAS¹⁶, on a constaté une persistance à un niveau très élevé¹⁷ de la pauvreté et de l'inégalité.

Ces derniers ont été à l'origine des critiques à l'encontre du modèle de croissance des trente glorieuses. Des économistes, des institutions se penchent actuellement sur des modèles de développement qui ne vont plus laisser personne à la marge et favorisant la croissance future.

La croissance inclusive est au centre des préoccupations actuelles de la communauté internationale. La Corée du Sud est, par exemple, devenu un modèle unique de croissance inclusive avec la création des

¹³ Petro-Dollar

¹⁴ PAS au Cameroun, au Kenya, en Côte d'Ivoire...

¹⁵ (1994-2001) Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ; (1997-2001) Renforcement de l'Administration fiscale et douanières ; (1998-2001) Réforme de la fonction publique ; (2001) renforcement du suivi budgétaire.

¹⁶ Taux de croissance moyen de 3,5% pour la période 1988-1990 et de 4,3% pour la période 1997-2001.

¹⁷ le taux de pauvreté est resté supérieur à 70% entre 1997 et 1999

industries créatrices d'emplois [Pr. Seung-hun Chun : 2016]. L'Agence Française de Développement (AFD) pense que la croissance de la Côte d'Ivoire est critiquée de ne pas favoriser l'emploi, la réduction des inégalités et de la pauvreté [Gaël Giraud : 2016]. En Octobre 2016, la réunion du G20 à Washington a été consacrée à la Croissance inclusive et durable, face à l'augmentation de l'inégalité à l'échelle mondiale.

Cette importance accordée au niveau mondial à la croissance inclusive est en train d'influencer fortement l'Aide Publique au Développement ainsi que les conditions de son efficacité et sa pertinence.

L'APD a existé depuis des années. Des économistes ont souvent mis en cause leur efficacité. Précédé par William Easterly (2006) ; en 2009, à travers son ouvrage intitulé *l'Aide fatale : les ravages d'une Aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique* ; Dimbisa Moyo a fait appel à la suspension de l'Aide internationale, accusée d'avoir "appauvri les pauvres" en Afrique¹⁸; en mettant les bénéficiaires dans une situation de dépendance, incitant la paresse, favorisant la corruption, engendrant des conflits ; dans un contexte de revision de l'Expérimentation Randomisée.

En ce qui concerne Madagascar, l'APD existe depuis 1960¹⁹. Dès cette période, elle a pris de plus en plus de l'importance par rapport à l'ensemble des ressources à la disposition du gouvernement. En 2009, elle était équivalente à 13% du PIB²⁰ (29,1% en 2004 ; 18,4% en 2005 et 13,9% en 2006²¹). Par ailleurs, rares sont les études menées afin de savoir si les Aides Publiques au Développement reçues par Madagascar ont visé l'établissement d'une croissance inclusif.

OBJECTIF

L'étude a pour objectif de dessiner la place de l'APD dans la mise en place d'un modèle de croissance partagée à Madagascar en identifiant les Aides qui contribuent positivement à la formation de la croissance. Et qui favorisent aussi l'exclusivité de cette croissance.

¹⁹ Aide en provenance des institutions européenne et de l'Allemagne.

²⁰ Quelles politiques de développement durable au Mali et à Madagascar ? 2009 MOISA

²¹ Rapport PEFA 2008

PROBLEMATIQUE

Considérant l'inefficacité des politiques économiques ainsi que la faiblesse des institutions, induisant des performances économiques médiocres ; face à l'inadéquation des outils de pilotage économique conduisant à une situation non-optimal du triangle « Croissance-Inégalité-Pauvreté », aménageant la possibilité de tous à participer à la formation et aux fruits de la croissance ; l'Aide Publique au Développement reçu par Madagascar est-elle un vecteur de croissance inclusive ? Quels sont ses impacts en matière de mise en place d'une croissance soutenue, profitant à tous, respectueuse de l'environnement tout en assurant l'épanouissement de nos générations futures ?

HYPOTHESE DE RECHERCHE

Afin de mieux identifier les conditions globales puis spécifiques d'efficacité de l'Aide dont bénéficie Madagascar ; dans le but d'atteindre les résultats sus-évoqués, cette étude sera basée sur l'hypothèse d'existence d'une liaison de causalité entre la croissance économique et l'Aide Publique au Développement.

METHODOLOGIE

Tout d'abord, une revue de la littérature relative à l'Aide et à la croissance. Elle a pour objectif de situer l'objet de l'étude sur le plan historique, normatif, institutionnel, économique et statistique. Elle recensera les principaux résultats des ouvrages scientifiques ayant traité en partie ou en totalité le sujet.

Après avoir présenté les principaux résultats de la revue de littérature sur l'Aide Publique au Développement et la croissance inclusive, les relations entre l'Aide Publique au Développement et la croissance seront analysées. Elle sera basée sur une analyse empirique des variables d'études. Elle utilisera des analyses descriptives pour les variables de politiques économiques et de qualité des institutions, des tests statistiques et analyse stochastique de la relation entre l'aide et la croissance inclusive en utilisant le modèle VAR. L'étude débouche sur des recommandations ainsi que sur des mesures d'accompagnement à mettre en place.

Seront présentés dans la présente partie les fruits des recherches documentaires relatives à l'Aide publique au Développement et la croissance inclusive. Elle présentera les principales théories présentées par des économistes renommés. Par ailleurs, les principaux résultats des recherches antérieures se rapportant au même sujet seront également présentés afin de les capitaliser, mais surtout de permettre au présent chercheur d'apporter des résultats non seulement au niveau théorique mais surtout au niveau empirique.

La revue des littératures est un passage obligé dans cette recherche scientifique afin de permettre une analyse contradictoire des théories, pensées et résultats empiriques, non seulement en matière d'Aide Publique au Développement, mais surtout sa pertinence dans l'instauration d'une croissance inclusive.

Chapitre I : L'Aide Publique au Développement et la croissance inclusive

Ce premier chapitre de notre travail sera consacré à une délimitation du périmètre de l'Aide Publique au Développement conformément aux principaux travaux existants ainsi que les concepts fournis par les Institutions existantes en matière d'Aide au Développement. Il permettra d'étudier les différentes définitions et concept de l'Aide suivant les démarches théoriques ou empiriques réalisés par des chercheurs dans des ouvrages scientifiques.

On présentera les Fondements et Concepts de base retenus par les pays donateur et qui soutiennent l'Aide Publique au Développement. On présentera, également, le cadre normatif, le cadre institutionnel et l'environnement dans lesquels se situe l'Aide au Développement. Un accent sera mis sur les instruments et les canaux utilisés pour atteindre les objectifs de Développement dans les pays pauvres avant d'identifier les nouveaux défis de l'Aide Publique au Développement.

Ce chapitre consacrera une importance particulière à la présentation des acteurs dans le domaine de l'Aide étant donné que depuis les dernières décennies on a vu l'émergence des donateurs qui ne sont pas membre de la Communauté d'Aide au Développement et des ressources qui ne sont pas conforme aux définitions statistiques de l'Aide, rendant l'environnement de l'Aide au Développement un espace complexe à multiples dimensions. Ainsi, quelque résultat fondamental tels que la liaison entre Aide et création d'emploi, une des bases des facteurs d'inclusivité, ainsi que la relation théorique entre Aide et croissance économique seront également présenté vu leur importance par rapport à la présente recherche

Section 1 : Concepts d'Aide publique au développement

1.1. Fondements de l'Aide Publique au Développement

L'Aide Publique au Développement tire ses fondement économique et historique durant la reconstruction après la seconde guerre mondiale. De 1948 à 1951, à travers le plan Marshall, 13.3 Milliards de Dollars ont été distribués par les Etats Unis, en grande partie sous forme de dons, aux pays Européen qui ont fait la demande,

Cette action trouve ses fondements théoriques dans le Modèle Harrod-Domar. Les économistes Keynésiens Roy Forbes Harrod (1939) et Evsey Domar (1947) ont présenté cette approche à travers des articles séparés, constituant la première approche formelle de la croissance économique. Les postulats du Modèle Harrod-Domar sont au nombre de trois :

- L'Epargne « S » est nécessaire pour financer l'Investissement « I »,

$$S = I$$

- L'investissement influe sur l'évolution du stock de capital « K »

$$I = \Delta K$$

- La constance du Capital Output Ratio

$$r = K/Y,$$

Impliquant que= :

$$r = \frac{\Delta K}{\Delta Y} \rightarrow r * \Delta Y = \Delta K \rightarrow \Delta Y = \frac{1}{r} \Delta K = \frac{1}{r} I = \frac{S}{r}$$

Encadré 1 : Le plan Marshall

En 1945, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les dirigeants du monde espéraient que l'Europe n'aurait pas besoin d'une aide extérieure importante, et que les principales économies (et en particulier, celle de la Grande-Bretagne et de la France) seraient en mesure de se reconstruire rapidement. Mais en 1947, la progression enregistrée était minime, et l'on craignait de plus en plus que le mécontentement en Europe risque d'encourager l'expansion du communisme ou du fascisme. Le Secrétaire d'Etat américain Georges Marshall proposa, dans un discours prononcé à l'occasion de la remise des diplômes à l'Université Harvard, le 5 juin 1947, une nouvelle stratégie de reconstruction dans laquelle les Etats-Unis assureraient des financements substantiels, mais à la condition que les nations européennes travaillent, pour la première fois, de concert à l'élaboration de plans de reconstruction rationnels. En dépit des objectifs soulevés par les membres isolationnistes du Congrès américain, le président Truman signa, en avril 1948, une loi sur le financement du programme, officiellement baptisé Programme de rétablissement européen. En juin 1952 (date à laquelle le programme pris officiellement fin), les Etats-Unis avaient fourni 13,3 milliards de dollars EU en assistance (montant équivalent à plus de 100 milliards de dollars EU actuels) à seize pays européens. Près de 90% des financements ont pris une forme de dons. Les principaux pays bénéficiaires en dollars EU ont été l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Pour la majorité des principaux Etats bénéficiaires, les financements ont été supérieurs à 1% de leur PIB. Vus dans une perspective américaine, les engagements étaient substantiels et représentaient 1,5% du PIB du pays. Le plan Marshall a été près de dix fois supérieur à l'Aide Publique au Développement actuellement des Etats-Unis, qui atteignait, en 2004 0,16% du PIB.

On considère généralement que le plan Marshall a connu un succès considérable en contribuant à stimuler une croissance et un rétablissement rapides de l'Europe (encore que certains observateurs estiment que ce rétablissement était déjà en cours et serait survenu sans le financement). Souvent considéré comme un modèle (Marshall recevra le prix Nobel de la paix en 1953), le plan Marshall se distingue par de nombreux aspects des programmes d'Aide actuels. Fait essentiel, il était destiné à des pays qui jouissaient déjà de revenus relativement élevés, de populations actives hautement qualifiées et d'institutions financières et juridiques établies, ces caractéristiques faisant défaut dans la majorité des pays à faible revenu. Le plan Marshall visait à aider des pays relativement avancés à reconstruire leurs infrastructures et à retrouver les niveaux antérieurs de leur potentiel de production, tandis que les programmes d'Aide actuels font face à une tâche beaucoup plus difficile, celle de favoriser la croissance et le développement dans des pays où (dans une large mesure) ces phénomènes ne se sont pas encore produits. Il reste que le plan Marshall et le succès qu'on lui attribue ont établi des fondements des programmes d'Aide actuels.

Source : Economie du développement, 3ème édition, Bruxelles, De Boeck (2008), pp.603

La principale conclusion de ce modèle est que la seule façon d'avoir une croissance économique est l'augmentation de l'Épargne afin de soutenir l'Investissement. Ce qui signifie que pour chaque niveau d'épargne, on peut déduire le niveau de variation du PIB correspondante. Il permet également d'identifier le montant d'épargne extérieur nécessaire pour atteindre un niveau de croissance donnée.

C'est la source de la détermination du montant de l'Aide Publique au Développement que les pays en développement ont besoin.

Le modèle Harrod-Domar retient comme principe déséquilibre de la croissance économique à travers la succession de récession et d'expansion ce qui fait qu'on ne peut pas observer une tendance à long terme d'équilibre. Le Modèle de Robert Solow (1956) vient en réponse théorique du Modèle Harrod-Domar, en expliquant le fondement d'un taux de croissance équilibré à travers la régulation du Marché.

Le principal axiome du Modèle de Solow est l'égalité entre la variation du facteurs travail, capital et de la production :

$$\frac{\Delta L}{L} = \frac{\Delta K}{K} = \frac{\Delta Y}{Y} = n$$

Il explique dans cette approche que l'économie tend vers une situation où le taux de croissance du revenu potentiel est égal au taux de croissance du capital, qui est égal au taux de croissance du travail, qui est appelé le taux de croissance naturel.

La décomposition du modèle de Solow nous conduit à la fonction Cobb-Douglas tel que :

$$Y = F(L, K) = AL^{1-\alpha}K^{\alpha}$$

$$\ln(Y) = \ln(A) + (1 - \alpha)\ln(L) + \alpha\ln(K)$$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta A}{A} + (1 - \alpha)\frac{\Delta L}{L} + \alpha\frac{\Delta K}{K}$$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = (1 - \alpha)n + \alpha n = n$$

Avec

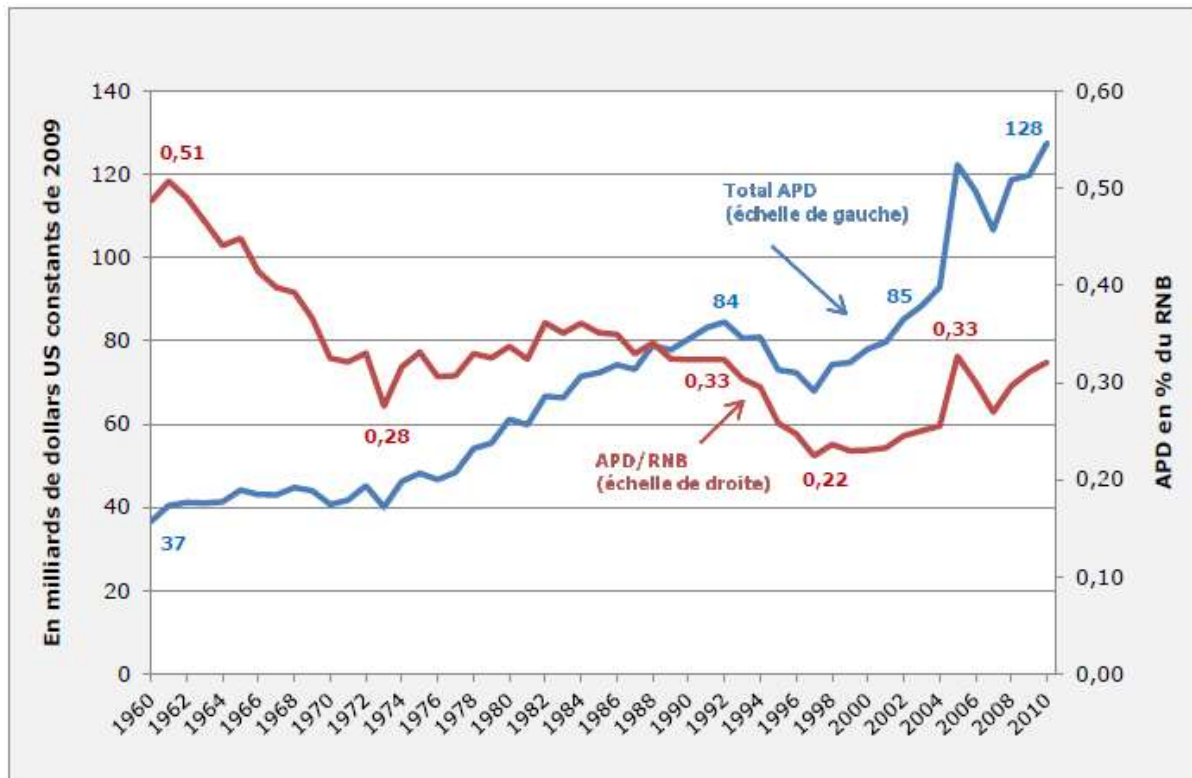
- A explique les paramètres technologiques
- $1 < \alpha < 1$ la productivité marginale du capital

Comme Harrod-Domar, Solow donne également une importance particulière à l'épargne et à l'investissement. Il fait l'hypothèse de rendement des facteurs décroissants, prévoit le rattrapage à long terme des pays riches par les pays pauvres et postule que plus le taux d'épargne du pays est élevé plus la vitesse de convergence vers son équilibre stationnaire de long terme est rapide.

Cette dernière justifie la nécessité de l'injection d'épargne extérieure dans les pays pauvres à travers les Aides Publiques au Développement pour éviter que ces pays convergent dans une situation de « trappe à liquidité » ou vers le « piège du sous-développement » (Barthélemy, 2006).

En outre, l'Aide a été motivée par le devoir moral (dimension éthico-compassionnelle) des pays riches envers les pays en développement afin d'assurer leur émergence économique ; par l'octroi de fonds pour pallier l'insuffisance de l'épargne locale pour le financement de l'investissement. L'Aide publique au développement a ensuite été fondée sur des motivations géopolitiques (Guerre Froide) avant de mettre en avant le fondement économique : commerce, endettement et biens publics locaux et mondiaux.

Figure 1 : Évolution de l'Aide publique au développement nette sur 50 ans 1960-2010



Source : *Rapport coopération pour le développement 2011* (OCDE)

Les financements des projets de développement ont permis aux pays donateurs d'avoir leurs mots à dire en ce qui concerne les décisions publiques dans les anciennes colonies. Durant la guerre froide, l'Aide a permis aux deux blocs d'accroître leurs influences géostratégiques et géopolitique respectives à travers la combinaison de l'Aide économique et de l'Aide militaire.

A la chute du mur de Berlin et suite à la disparition des luttes idéologiques, *qui avaient défini et structuré les relations internationales*, on assiste à une baisse considérable de l'Aide Publique au Développement²². L'après 11 Septembre 2001 a donné un nouveau fondement à l'Aide en considérant l'interdépendance entre pays riche et en développement ainsi que la menace que constitue l'aggravation de la fracture sociale à l'échelle mondiale, induisant une augmentation de son volume principalement en destination des « Etats faillis ». Ce nouveau fondement a également été animé par l'annonce du président des Etats Unis le 14 Mars 2002 lors d'un discours à la Banque Interaméricaine de Développement,

²² L'APD des États-Unis, de la France ou du Royaume Uni diminua de moitié en l'espace de sept ans selon Jean-Michel Severino, Olivier Ray, « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », *Revue d'économie du développement* 2011/1

annonçant l'augmentation de 5 Millions de Dollars de l'Aide Américain en l'espace de quatre ans, ainsi que de l'utilisation de critères de sélections liés à la performance dans l'allocation des Aides.

L'évolution de l'environnement économique, social, politique, à l'échelle planétaire ont radicalement amené la mutation des éléments motivant l'APD. Le concept de bien public mondial : le climat, la santé, la richesse, l'environnement, ..., ont amené à l'émergence d'une politique publique globale à laquelle vont concourir les Aides Publiques au Développement.

Aux objectifs traditionnels, qui sont de favoriser la convergence des nations en développement avec les économies industrialisées, se sont progressivement ajoutés ceux de financer l'accès aux services de base pour tous et de protéger les biens publics mondiaux. En second, face à cette nouvelle gamme de défis, le monde de l'Aide au Développement a montré sa capacité impressionnante à accroître le nombre et la diversité de ses acteurs. Troisièmement, les instruments utilisés se sont eux-mêmes multipliés, dans le sillage des innovations réalisées sur les marchés financiers dominants²³.

1.2. Concept de l'Aide Publique au Développement

Selon l'OCDE, *L'Aide publique au développement est constituée de fonds d'origine publique apportés sous forme de dons, de prêts ou d'allègements de dettes aux pays en développement²⁴. Le bénéficiaire fait partie d'une liste établie par le Comité d'Aide au développement de l'OCDE. Le donateur a nécessairement une personnalité publique : Etats et collectivités locales principalement. L'Aide doit avoir pour but essentiel le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. Elle comporte un élément de libéralité égal à 25% de son montant, ce qui exclut les opérations commercialement viables.*

Comme il a été précédemment évoqué, pour trouver l'origine de l'idée d'Aide Publique au Développement, il convient de remonter en 1947 quand, à travers le plan Marshall, les Etats Unis ont aidé à la reconstruction de l'Europe suite à la deuxième guerre mondiale. Ensuite, des institutions précurseurs ont été érigées : Organisation Mondiale pour la Santé (1948), Société Financière Internationale (1956) et la création du Groupe d'Assistance pour le Développement (GAD actuellement CAD). En 1961 a été adopté la "résolution sur l'effort commun d'Aide" qui constitue le texte fondateur de l'APD.

L'Aide Publique au Développement a toujours évolué dans un environnement complexe. Notre monde est à la fois fragmenté en 191 Etats tout en restant organisé par des conventions, traités et alliances

²³ Jean-Michel Severino, Olivier Ray, « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », Revue d'économie du développement 2011/1

²⁴ OCDE 2006

internationales. Le monde d'aujourd'hui est plus que jamais diversifié : grands et petits pays²⁵, riches et pauvres²⁶, pays enclavés et pays carrefours. Toutefois, on peut dissocier deux périodes majeures pour suivre l'évolution de l'Aide au développement en fonction du temps. Pour la période « Guerre froide », *l'APD relève de la politique des blocs*. L'efficacité n'est pas l'objectif premier de l'Aide qui est principalement liée. Pour la période « post Guerre Froide », l'Aide a été utilisée pour mettre en place les conditions permettant de faire face à la mondialisation. L'objectif principal de l'Aide Publique au Développement a aussi évolué au fil du temps. L'histoire a longuement montré que l'Aide a été utilisée comme étant un outil au service de la Diplomatie, de la Géopolitique et de la Géostratégie expliquant ainsi l'évolution des politiques d'Aide des pays donateurs.

Ainsi, pour aller dans le sens de l'objectifs de l'Aide, de par la position géographique et de la situation relative aux autres pays au niveau des relations diplomatiques internationales, l'Aide Publique pourra influencer fortement la politique étrangère, à travers la constitution d'alliances sur le plan international. Cette stratégie, à titre d'exemple a été développée par Taiwan²⁷ depuis 1960 afin de tenter de marquer son existence sur le plan diplomatique. Entre 2010 et 2012, Taiwan verse 695 millions \$ USD d'Aide Publique au Développement dont 472 \$ millions consacrés aux 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement²⁸. En ce qui concerne l'Afrique, 4 pays²⁹ sur 54 reconnaissent Taïwan ; impliquant, automatiquement, pour ces pays, la rupture de toutes relations diplomatiques avec la Chine, dont le Burkina Faso. Dans ce pays, l'objectif premier de l'Aide venant de Taïwan est d'accroître la visibilité du pays donateur sur le plan diplomatique, avant la génération des emplois et au renforcement du capital humain nécessaire.

1.3 Les instruments de l'Aide Publique au Développement

Valérie Grivel (2008) a avancé que chaque pays dispose une batterie d'instruments pour utiliser les fonds qu'il désire investir dans l'Aide Publique au Développement. Les Aides peuvent être réparties entre Aides Multilatérales et Bilatérales ou entre Dons et Prêts. Selon les pratiques des bailleurs, leurs contributions financières au développement des pays pauvres peuvent prendre la forme les d'Aide projets, d'Aide-programme, de coopération technique, l'Aide humanitaire et la remise de dette. Par ailleurs, les frais administratifs liés à la gestion des Aides ainsi que ceux liés à l'accueil des réfugiés sont également comptabilisés dans les statistiques de l'Aide par les pays donateurs.

²⁵ Données sur la taille des pays

²⁶ Données sur la pauvreté

²⁷ Actuellement, Taiwan est seulement reconnu par 20 pays sur 180,

²⁸ Réduction de l'extrême pauvreté, de la mortalité infantile, la lutte contre plusieurs épidémies dont le sida, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes et l'application du développement durable

²⁹ Le Burkina Faso, le royaume du Swaziland, Sao Tomé et Príncipe, la Gambie.

L'Aide projet est l'instrument le plus classique de l'Aide Publique au développement. Il consiste à soutenir un projet spécifique (équipements, infrastructures sociales, opérations de modernisation) tout en contrôlant sa bonne réalisation. Son but est de stimuler le développement local. La logique de cette Aide est la suivante : dans la mesure où un financement est accordé pour un projet, des moyens et des activités sont mis en œuvre pour réaliser le projet (par ex. construction d'un puits). Une fois le projet terminé, il va engendrer des résultats (par ex. un meilleur accès à l'eau potable) qui vont avoir un impact sur le long terme (par ex. une baisse de la prévalence des maladies hydriques). Selon Valérie Grivel (2008), les donateurs aiment beaucoup ce type d'Aide car ils ont la possibilité de vérifier la bonne réalisation de chaque étape et ont donc une mainmise directe sur le projet. Au niveau de la comptabilisation financière de l'Etat, les ressources correspondant aux Aides-Projets seront comptabilisées à la fois en Ressources et en Dépenses d'Investissement sur Financement Extérieur dès la mise à disposition du fonds, contrairement aux Aides programmes qui a une fongibilité totale avec le total des ressources.

Suivant Charnoz et Severino (2007), **l'Aide Programme** est quant à elle un terme générique regroupant différents outils avec des objectifs de nature macroéconomique ou sectorielle (santé, éducation, énergie, etc.). Le but recherché est le développement du pays en général. Les ressources viennent directement abonder la trésorerie des gouvernements bénéficiaires sans passer par des structures parallèles comme avec les projets. Avant la mise sur pied d'une telle Aide, des négociations approfondies ont lieu pour définir la stratégie à adopter. Toutes les Aides programmes supposent un transfert de devises qui sont ensuite converties dans la monnaie locale du pays dans le but d'accroître ses dépenses, diminuer sa fiscalité ou maîtriser son endettement. Concrètement, cela peut se traduire par un soutien à la balance des paiements (si les fonds soutiennent les capacités d'importation du pays en compensant les soldes déficitaires de la balance commerciale), par une Aide budgétaire globale (si les fonds renforcent le budget global de l'Etat), par une Aide budgétaire sectorielle (si les fonds renforcent le budget d'une politique publique particulière) ou par un allègement de dettes (si les fonds sont libérés à travers une réduction du service de la dette).

Selon le CAD, la coopération technique recouvre toute la gamme des activités d'Aide visant à élever le niveau des connaissances, des qualifications, du savoir-faire technique et des aptitudes productives des habitants des pays en développement. Ses principaux outils sont la création de filières de formation, la fourniture de prestations d'experts, des avis, des enquêtes et des études. La coopération technique englobe d'une part les subventions aux ressortissants de pays bénéficiaires de l'Aide recevant un enseignement ou une formation dans leur pays ou à l'étranger, et d'autre part les paiements destinés à défrayer les consultants, conseillers, et personnels analogues, de même que les administrateurs en mission dans les pays bénéficiaires (y compris le coût du matériel correspondant).

« **L'Aide humanitaire** vise à porter secours, en urgence, aux populations victimes par exemple de catastrophes naturelles ou victimes des conflits (réfugiés, déplacés) »³⁰. Les donateurs utilisent cet instrument suite à une demande des Etats, des agences onusiennes ou d'une ONG. Dans la majeure partie des cas, cet instrument est dirigé sur le terrain par des programmes spécialisés tels que le Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Bien qu'elle soit comptabilisée comme APD, elle est très différente des autres instruments dans la mesure où elle est utilisée dans l'urgence et sa nature humanitaire. Au niveau de la comptabilité publique, les Aides humanitaires sont enregistrées dans la partie ressources de l'Administration et au niveau des dons courants.

Selon Charnoz et Severino (2007)³¹, dans le but de rendre les dettes souveraines soutenable pour pays pauvres, les bailleurs, que ce soient Bilatéraux ou Multilatéraux utilisent d'outils tels que **l'annulation pure et simple de la dette, les rééchelonnements, les réductions et les consolidations de dettes** qui permettent de rembourser le prêt en un seul paiement. Suite au surendettement des pays en développement, une initiative intitulée Pays pauvres très endettés (PPTE) a été mise sur pied en 1996. Un pays n'est éligible à l'allègement de sa dette seulement s'il répond aux conditions suivantes : (1) le pays doit faire face à une dette insupportable ; (2) il doit être en mesure de donner la preuve qu'il a engagé des réformes macroéconomiques ; (3) il doit créer un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Pour pouvoir bénéficier d'une réduction intégrale, le pays doit continuer de donner la preuve qu'il met en place des programmes de réformes convenus avec les donateurs. Mais face à la faillite de nombreux pays pauvres au cours des années 1990, plusieurs pays industrialisés ont tout simplement annulé certaines dettes bilatérales.

Pour identifier les pays éligibles à l'Aide Publique au Développement, la CAD établit un classement des pays en fonction du revenu moyen sur trois ans en : *Pays les Moins Avancés (PMA)*, *autres Pays à Faible Revenu (PFR)*, *Pays et territoires à Revenu Intermédiaire de la Tranche Inférieure (PRITI)*, *Pays et territoires à Revenu Intermédiaire de la Tranche Supérieure (PRITS)*.

1.4 Environnement de l'Aide publique au développement

Les experts ont toujours eu des avis divergents qui ont influencé l'environnement de l'Aide Publique au Développement. Certains [Easterly : 2006, et Dambisa Moyo : 2009] dénoncent le non redevabilité des dirigeants des pays bénéficiaires vis-à-vis de son peuple et retarde le processus de développement. D'autres comme Peter Singer [2009], soutiennent son efficacité et sollicitent son renforcement par les donateurs. Quoi qu'il en soit, malgré la multiplicité des thèses ainsi que des donneurs, on constate une baisse de l'importance de l'Aide dans beaucoup de pays [Wolfgang Fengler et Homi Kharas : 2011]. Dans ce

³⁰ Lechevallier *et al*, 2007, p.85

³¹ Charnoz et Severino, 2007, p.20

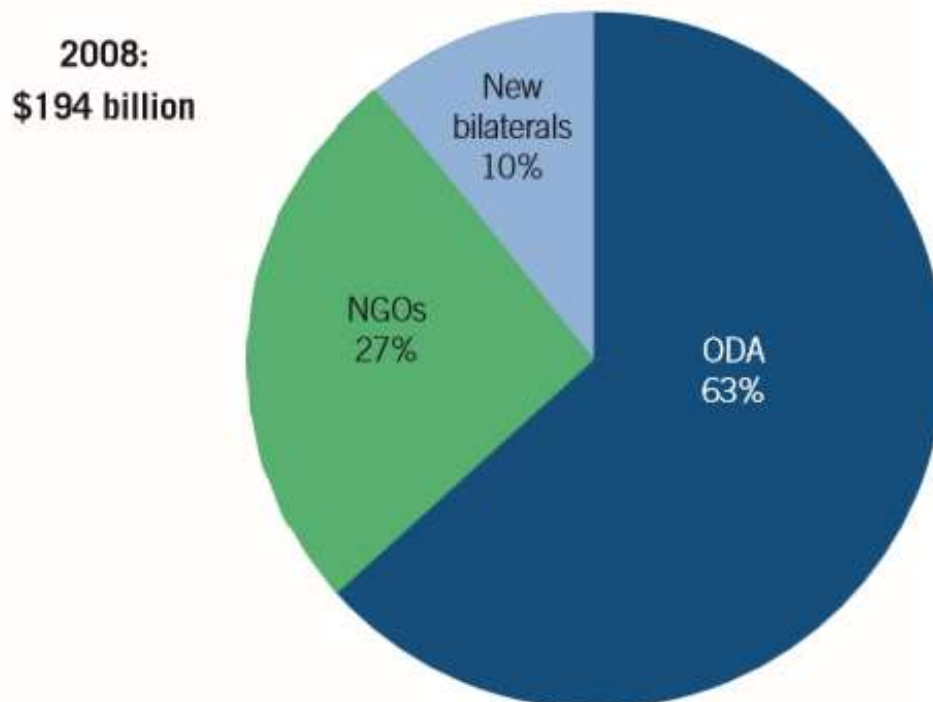
contexte, les économistes ont défini comme suit le nouvel environnement de l'Aide de ces dernières décennies :

L'Aide au développement évolue dans un environnement marqué par le changement du rôle de l'Aide pour beaucoup de pays qui ont connu une croissance rapide de leurs PIB. Cette situation est observée en Asie du Sud-Est en particulier, dans la mesure où un pays très dépendant de l'Aide extérieure comme la Corée du Sud s'est érigé au rang des pays donateurs rendant le concept d'Aide au développement obsolète. En ce qui concerne l'Afrique, on observe des pays³² qui connaissent actuellement des croissances économiques fortes et soutenues, pouvant susciter la nécessité de la redéfinition des rôles et Objectifs de l'APD.

L'environnement actuel de l'Aide est marqué par le changement de la structure des donateurs depuis les dernières décennies ; conduisant à un repositionnement des politiques de l'Aide. Les donateurs privés, les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGIs), les fondations... sont des nouveaux acteurs en matière d'Aide Publique au Développement, et constitue une partie croissante du volume du financement actuelle du développement.

³² Rwanda, Côte d'Ivoire, ...

Figure 2 : Structure de l'Aide Publique au développement en 2008

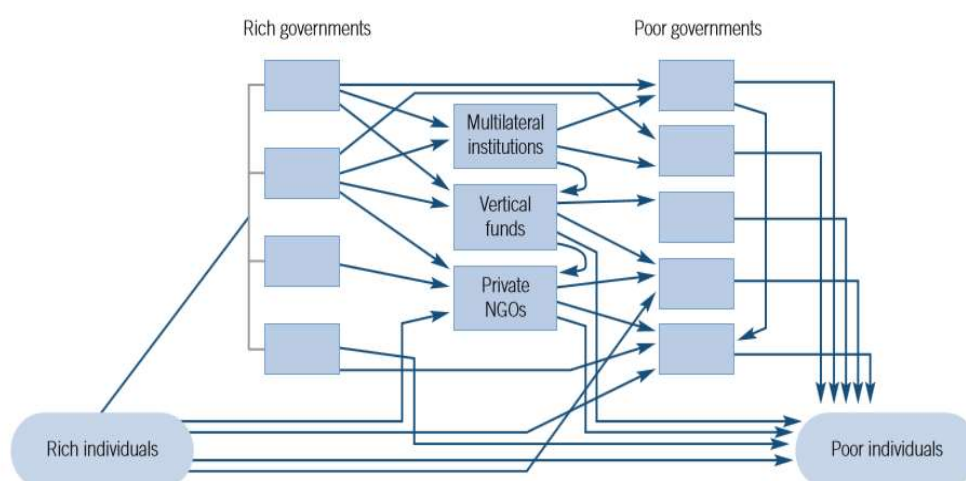


Source: Wolfgang Fengler and Homi Kharas, 2011

Durant les deux dernières décennies, l'Aide a été marqué par les innovations en matière de technologie de l'information nécessitant le transfert de compétences des pays riches vers les pays pauvres. Passant de 92 à 200 Milliard de dollar entre 1992 et 2008 [Wolfgang Fengler and Homi Kharas : 2011], avec une augmentation en terme réel de 50%, on observe une tendance à la hausse en provenance des donateurs privés, des ONGI et des fondations ; expliquant les deux tiers du taux de croissance récent de l'Aide, malgré le fait que la majorité provient des 22 pays membres de la communauté d'Aide au développement.

L'environnement actuel dans lequel l'Aide a fortement conditionné son Architecture caractérisées par des canaux de plus en plus complexes et les acteurs en nombre croissant.

Figure 3 : Architecture actuelle de l'Aide publique au Développement



Source: Wolfgang Fengler and Homi Kharas, 2011

Le graphique ci-dessus démontre que, en plus des institutions multilatérales, d'autres acteurs se sont aussi placés parmi les donateurs, dans un système permettant les contribuables des pays riches d'atteindre directement les populations des pays pauvres.

A cause de cette nouvelle architecture de l'Aide Publique au Développement, les mécanismes actuels de coordination des Aides deviennent inappropriés et ont du mal à capter les flux en provenance des nouveaux donateurs ; rendant ainsi de plus en plus complexe le mécanisme de coordination et compromet l'efficacité. Ce phénomène est d'autant plus accentué par la multiplicité des bailleurs et la baisse du montant moyen de l'Aide³³.

L'environnement actuel de l'Aide est fortement marqué par sa *volatilité*. Malgré les engagements pris par les pays riches en matière d'effort à déployer en ce qui concerne le devoir envers les populations pauvres³⁴, au niveau mondial, l'Aide n'a jamais atteint 0,7 du Revenu National des pays riches. En termes de ressource, un choc sur le volume de l'Aide représente une variation énorme sur le budget des pays bénéficiaires, qui à l'échelle mondiale, ne constituent que des petites économies. Cela est d'autant plus visible qu'à chaque fois les pays donateur modifie le montant de l'Aide suite à des chocs qu'ils subissent, les conséquences se font sentir plus que proportionnellement au niveau des ressources des pays bénéficiaires

³³ Wolfgang Fengler and Homi Kharas, 2011: "the mean size of activities fell steadily, to a level of \$1.35 million in 2008 from \$2.97 million in 1996."

³⁴ Common Aid Effort in 1961 recognized that "assistance provided on an assured and continuing basis would make the greatest contribution to sound economic growth in the less-developed countries".

et par conséquent au niveau des dépenses qui y sont financées. L'élasticité Aide du Budget de l'Etat, que ce soit au niveau des ressources que des dépenses, est supérieure ou égale à 1 dans les pays pauvres, traduisant la forte dépendance à l'Aides Publique au développement.

1.5 Cadre institutionnel de l'Aide Publique au Développement

Au niveau international, l'émergence de l'APD a été précédé puis accompagné par la mise en place d'institutions, tant au niveau international que national, permettant son pilotage, sa coordination et sa gestion.

Le 23 Juillet 1961 a été créé au sein de l'OCDE le Communauté d'Aide au Développement regroupant 29 pays membres. En dehors des pays membres du CAD, des institutions internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ... constitut de cadres institutionnels fondamentaux pour l'Aide. A côté des cadres institutionnels multilatéraux, l'Aide au développement évolue également dans des cadres bilatéraux. Sur le plan national, la qualité et la capacité institutionnelle des pays bénéficiaires sont déterminantes pour l'efficacité de l'Aide au Développement [Hirano, 2014]. Le Gouvernement de ces pays constitue l'un des principaux cadres institutionnels de l'Aide au niveau national. Il définit, généralement, les priorités nécessitant des financements extérieurs, et doivent être capable de mettre en place un système de gestion financière saine afin d'assurer l'efficacité de l'Aide. A côté des structures Etatiques, des agences d'exécution ainsi que des ONG locaux participent à la gestion de l'Aide afin de promouvoir le développement économique des pays pauvres.

Ces structures hors du périmètre de l'Etat sont sollicités pour constituer des canaux de transmission de l'Aide vers les bénéficiaires. En outre, la société civile, les pouvoirs publics locaux jouent également un rôle de plus en plus important au fur et à mesure que la décentralisation, démocratisation, l'urbanisation et la croissance démographique prennent de l'importance. La place de la société civile est primordiale dans le mesure où elle assure une gestion transparente de l'Aide et garantir la redevabilité sociale de l'Administration. Par ailleurs, à travers les coopérations décentralisées destinées à la mise en place de biens et service local, les collectivités territoriales Décentralisées sont devenues les cadres institutionnelles de l'Aide les plus proches de la population bénéficiaire.

1.6 Cadre normatif de l'Aide publique au développement

La hiérarchie des cadres institutionnels laisse supposer l'existence d'une hiérarchie des normes régissant l'Aide Publique au Développement. En effet, parmi les textes fondamentaux régissant l'Aide publique au Développement, on peut citer :

La résolution sur l'effort commun d'Aide adoptée par le Groupe d'assistance pour le développement, le 29 mars 1961 à Londres, par laquelle Le Groupe d'assistance pour le développement ; Conscient que les pays moins développés aspirent à relever le niveau de vie de leur population ; Convaincu de la nécessité de soutenir les efforts des pays moins développés en augmentant l'assistance économique, financière et technique qui leur est fournie et en adaptant cette assistance aux besoins des pays aidés; Convient de recommander aux Membres qu'ils se fixent pour objectif commun d'assurer l'expansion du volume global des ressources mises à la disposition des pays moins développés et d'en accroître l'efficacité ; Convient qu'une assistance fournie sur une base sûre et durable apportera la contribution la plus efficace à la saine expansion de l'économie des pays moins développés ; Convient que si les apports de capitaux privés et publics fournis à titre commercial sont utiles et doivent être encouragés, la nature des besoins de certains des pays moins développés exige actuellement que l'effort commun d'Aide fasse une place plus grande à l'assistance sous forme de dons ou de prêts assortis de conditions favorables, notamment de longs délais de remboursement lorsque ceux-ci peuvent empêcher que les charges de la dette extérieure ne deviennent trop lourdes ; Convient d'examiner périodiquement le montant et la nature des contributions de ses Membres aux programmes d'Aide bilatéraux et multilatéraux, en tenant compte de tous les facteurs, économiques et autres, qui peuvent Aider ou empêcher chacun d'eux à contribuer à la réalisation de l'objectif commun ; Convient de recommander qu'il soit procédé à une étude des principes selon lesquels les gouvernements pourraient le plus équitablement déterminer leurs contributions respectives à l'effort commun d'Aide, compte tenu de la situation de chaque pays, y compris sa capacité économique et tous les autres facteurs en cause ; Convient que le Président, assisté par le Secrétariat, sera invité à donner au Groupe des directives et des conseils au sujet des examens et études envisagés.

La déclaration de Paris de Mars 2005, qui a vu l'adhésion de plus de 100 pays, par laquelle les acteurs dans l'Aide ont pris l'engagement de respecter cinq principes fondamentaux qui sont :

- **L'Appropriation** : *Les pays en développement définissent leurs propres stratégies de réduction de la pauvreté, améliorent leurs institutions et luttent contre la corruption,*

- **L'Alignement** : *Les pays donateurs s'alignent sur ces objectifs et s'appuient sur les systèmes locaux,*
- **L'Harmonisation** : *Les pays donateurs se concertent, simplifient les procédures et partagent l'information pour éviter les doublons,*
- **Les Résultats** : *Les pays en développement se concentrent sur les résultats souhaités et leur évaluation.*
- **La Redevabilité mutuelle** : *Les donateurs et les partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement.*

Le **Programme d'Action d'Accra** (PAA, 2008) qui repose sur trois axes à savoir :

- *L'appropriation– Les pays ont plus d'influence sur les processus de développement à travers une plus large participation à la formulation des politiques de développement, un plus fort leadership dans la coordination de l'Aide et une plus grande utilisation des systèmes nationaux pour l'acheminement de l'Aide.*
- *Les partenariats inclusifs – Tous les partenaires participent pleinement - dont les donateurs du Comité d'assistance de l'Aide de l'OCDE et les pays en développement, ainsi que les autres donateurs, fondations et la société civile.*
- *L'Obtention de résultats – L'Aide est axée sur un impact réel et mesurable du développement*

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés par les 189 Etats membres de l'ONU en Septembre 2000 constitue également un des cadres normatifs, au niveau international, fixant les principaux axes prioritaires en matière de développement jusqu'en 2015. Relayé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui fixe au cours des 15 prochaines années les 17 objectifs de développement durable auxquels tout pays membre va concourir et qui vont significativement influencer les caractéristiques de l'Aide Publique au Développement³⁵.

Ces conventions internationales sont entérinées dans la constitution de chaque pays puis transcrites en termes de loi ou de décret afin de permettre l'existence de cadre réglementaire et/ou législatif permettant à chaque parti de s'y conformer.

³⁵ Cf : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

A ce propos, en France, à travers les Programme 209 : Solidarité envers les pays en Développement/ Action 7 qui participe au financement du Fonds Européen de Développement à hauteur du quart de l'Aide Publique Français.

De même, l'engagement par les pays donateurs à consacrer 0,7% de leur RDB dans l'Aide au Développement sera traduit à travers leur projet de Loi des Finances que ce soit au niveau des pays donateurs que des pays bénéficiaires de l'Aide. Sur le plan national, à côté du de la Loi des Finances, selon la spécificité des Bailleurs, on observe l'émergence de décrets, arrêtés permettant la l'instauration de cadres (agence d'exécution, secrétariat permanent destiner à la coordination des Aides, Bureau d'Appui à l'Ordonnateur National...) destinés à une gestion optimale de l'Aide.

1.7 Nouveaux défis de l'Aide Publique au Développement

Selon Mark McGillivray (2003), il ressort d'analyses économétriques dignes de foi menées à la fin des années 70 et au début des années 80 qu'il existe une idée largement répandue selon laquelle les donateurs servent des intérêts politiques, économiques et stratégiques dans le cadre de la répartition de l'Aide entre les pays bénéficiaires, et notamment de l'affectation de l'Aide bilatérale par les grands donateurs. Les préoccupations humanitaires ou relatives au développement, y compris la réduction de la pauvreté, n'interviennent guère, voire pas du tout, dans ce processus.

Depuis la fin de la Guerre Froide, officiellement, l'Aide a fixé des objectifs économiques, politiques, sociaux et culturels, mais l'histoire nous a démontré que l'un des fondements de l'Aide reste ses enjeux géostratégiques. Les défis de la mondialisation, l'intégration et l'interdépendance de plus en plus forte de l'économie a assigné de nouveau objectif clé à l'Aide au développement international à savoir : *i) accélérer la convergence économique des nations en développement avec les économies industrialisées ; ii) pourvoir aux besoins les plus élémentaires des populations les plus fragiles ; iii) assurer la préservation des biens publics mondiaux.*

Toujours dans cette logique, Mark McGillivray (2003) souligne que la répartition de l'Aide repose sur des critères de développement, mais pas autant que la plupart des observateurs de la communauté du développement le souhaiteraient. Ils accordent une plus grande attention qu'auparavant aux critères de développement, notamment en opérant une sélectivité d'une manière largement conforme au modèle Collier-Dollar, même si des facteurs politiques limitent l'application plus systématique de ces critères. L'observation montre qu'un biais persiste en faveur des petits pays, mais beaucoup moins que les décisions d'affectation de l'Aide tiennent compte des critères spécifiques que sont la gouvernance, la vulnérabilité aux chocs et le fait de sortir d'un conflit.

1.8 La diversité des acteurs et outils

A côté des donateurs traditionnels, on a vu la participation des pays émergents dans l'octroi d'Aide publique au développement. Face au monopôle de l'Etat, on a également vu l'explosion de l'offre privée d'Aide, représentant une portion non négligeable de l'Aide comme on l'a vu supra.

L'assignation de nouveaux objectifs, la multiplicité des acteurs ont conduit à l'apparition de nouveaux outils d'Aide. Ainsi, à côté des outils traditionnels (prêts, dons...), on a vu la mise en place de mécanismes d'imposition ou de quasi-imposition (tels que les taxes sur les tickets d'avions), le recours de plus en plus fréquent aux outils des marchés financiers, l'utilisation de nouveaux canaux pour l'Aide tels que les fonds et programmes mondiaux « verticaux » ou instruments de prêts contracycliques.

Tableau 1 : Différents modes de mobilisation et d'utilisation des ressources financières en faveur du développement

Mobilisation des ressources Utilisation des ressources	Financement public Frais récurrents	Financement privé Frais récurrents	Mobilisation ponctuelle	Mise en commun des ressources	Utilisation d'instruments de marché
Utilisation récurrente	Païement de services écologiques / systèmes d'imposition	Investissement socialement responsable (ISR) (financement éthique)	IFFIm	Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	Initiative Product Red ⁶ (Marchés pour le développement)
Investissement	Financement d'infrastructures au moyen de prêts concessionnels	Mécanismes de développement propre		Encourager une utilisation productive des envois de fonds des travailleurs à l'étranger	Fonds d'investissement thématiques premier risque donateur (p.ex. microfinance, agriculture) / actions achetables par la diaspora
Effets de levier		Microfinance	Conversion de dettes en faveur de la santé (Debt2Health)	Initiatives de « pooling » des achats	Participation au capital
Effets systémiques	Prêts d'appui aux politiques de lutte contre le changement climatique	Récompenser le progrès scientifique en matière de développement		GAVI / UNITAID	Achats locaux PAM / Garanties de marchés (AMC)
Titrisation / prévention	Programmes de prévention des pandémies	Projets ONG en matière de prévention des conflits	Appels humanitaires aux fonds fiduciaires	Fonds d'urgence / facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) du FMI	Instruments de garantie et d'assurance

Source : « La fin de l'Aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale », Revue d'économie du développement 2011/1.

Section 2: La croissance inclusive

Les sources et les causes de la richesse ont toujours été au centre des préoccupations des économies [Adam SMITH, 1776]. Dans son ouvrage : *recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, il a défini la richesse du peuple et du souverain comme étant les objectifs de la politique économique. Dans son Livre I, il a souligné la place du travail dans la production de richesse ainsi que de l'ordre suivant lequel elle se distribue naturellement entre les différentes classes.

En 1995, Kuznets a souligné que la croissance s'accompagne dans une première phase du développement d'une inégalité. Cette situation a rendu plus difficile les arbitrages des autorités dans l'atteinte des objectifs de croissance. Ainsi, la question de la pauvreté et de l'inégalité est devenue inséparable à la recherche de la croissance.

Les travaux de Duflo et Banerjee [2012] ont permis de retenir que le problème de la pauvreté n'est pas un fardeau mais un problème à réduire. Fisher [2003], quant à lui, il a indiqué que c'est à la croissance de réduire, par effet induit, la pauvreté, le chômage et l'inégalité.

Le chapitre premier de ce document de recherche a été consacré à la délimitation des périmètres historiques, normatifs, politiques, institutionnel de l'Aide en passant par ses fondements ainsi que ses potentiels de création d'emplois et de croissance économique.

Ce deuxième chapitre se focalisera sur les résultats des études documentaires relatives à la croissance inclusive en particulier en Afrique, compte tenue de la performance économique actuelle du continent ainsi que les probables rentes démographiques que la jeunesse de sa population présente à long et à moyen terme.

Il présentera les leviers de la croissance inclusive à savoir l'innovation technologique et le renforcement du Capital Humain, les facteurs pouvant contribuer à son renforcement à savoir une augmentation raisonnable des investissements publics dans les ressources naturelles et la consolidation de la soutenabilité de la dette, une politique fiscale équitable et la maîtrise des risques et le développement de l'inclusion financiers.

Par ailleurs, il se focalisera sur une mesure objective de croissance inclusive basée sur une Courbe de mobilité sociale dans une économie donnée. Ainsi que la présentation des principales contraintes à l'inclusivité en fonction du niveau de développement de l'Economie.

2.1 Concept et définition

Une définition très sommaire de la croissance inclusive nous permet de caractériser une croissance économique comme ayant un caractère pluridimensionnel et redistributif. C'est une croissance élevée et soutenue ; diversifiée entre les secteurs et partagée. Elle incluant une large partie de la population active et offrant des opportunités égales d'accès aux marchés et aux ressources.

La croissance inclusive est une croissance pro-pauvre³⁶. Elle réduit les problèmes des personnes vulnérables et des plus défavorisés et est bénéfique à tout le monde. Elle crée des opportunités pour tous les

³⁶ Généralement étudié à travers l'indice FGT (Foster, Greer et Thorbecke, , 1984) et l'indice de Watts (1968)

Nous pouvons définir la classe d'indices FGT par la formule générale

$$:FGT_{\alpha} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^{\alpha} ;$$

Avec n, le nombre d'individus dans la population, z le seuil de pauvreté, y_i les dépenses annuelles par équivalent adulte et α un paramètre d'aversion à la pauvreté. Plus ce paramètre est élevé, plus l'indice accorde de l'importance à la situation des pauvres.

L'indice de Watts est défini comme :

$$PW_z = \int_0^1 \ln \left(\frac{z}{Q^{*}(p,z)} \right) dp,$$

segments de la population et distribue les dividendes de la prospérité accrue, tant en termes monétaires que non monétaires, équitablement à travers l'ensemble de la société.

La Banque mondiale évoque la croissance inclusive pour désigner le rythme et le schéma de croissance économique interdépendants et évalués simultanément. Selon l'approche de la Banque mondiale, une croissance économique forte est nécessaire pour réduire la pauvreté absolue. Néanmoins, pour que cette croissance soit durable et inclusive, elle doit concerner un large éventail de secteurs et de vastes part de la population active d'un pays. Cette définition implique l'existence d'un lien direct entre les déterminants microéconomiques et macroéconomiques de la croissance. De ce point de vue, la croissance inclusive met l'accent sur l'emploi productif, plutôt que sur l'emploi en soi ou la redistribution des revenus. La croissance de l'emploi résorbe le chômage et accroît les revenus, tandis que la croissance de la productivité peut augmenter le niveau de rémunération des salariés et des travailleurs indépendants. L'approche de la Banque mondiale adopte une perspective à long terme et se préoccupe de croissance durable, dans laquelle l'inclusivité désigne l'égalité des chances en matière d'accès aux marchés, aux ressources et à un environnement réglementaire neutre pour les entreprises et les individus.

La Banque asiatique de développement (BAD) a adopté une stratégie d'entreprise (Stratégie 2020) dont l'un des principaux objectifs est de promouvoir la croissance économique inclusive. Dans ce cadre, la croissance inclusive est un concept qui va au-delà d'une croissance à large assise. Il s'agit d'une « croissance qui non seulement crée de nouvelles possibilités économiques, mais qui assure aussi l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société, et notamment aux pauvres » (Ali et Hwa Son, 2007). Un épisode de croissance des revenus est considéré comme « inclusif » dès lors que :

- i) Il permet la participation et la contribution de tous les membres de la société, en mettant l'accent sur la capacité des pauvres et des catégories défavorisées à prendre part à la croissance (l'aspect « non discriminatoire » de la croissance), ce qui implique de porter l'attention sur le « processus » de croissance ;
- ii) Il est associé à un recul des inégalités dans les dimensions non monétaires du bien-être qui sont particulièrement importantes pour promouvoir les opportunités économiques, y compris l'éducation, la santé, la nutrition et l'intégration sociale (l'aspect de la croissance inclusive qui « réduit les désavantages »), ce qui implique de s'intéresser plus particulièrement aux « résultats » de la croissance.

Avec z le seuil de pauvreté et Q^* la distribution des revenus censurée à ce seuil.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a récemment rebaptisé son Centre international en faveur des pauvres à Brasília, Brésil, en Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG), dont les travaux s'inspirent du principe selon lequel des sociétés plus égalitaires obtiennent de meilleurs résultats en termes de développement. Du point de vue du PNUD, la croissance inclusive est considérée à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, elle permet à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise des décisions et en étant acteur de la croissance. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont équitablement partagés. Elle implique donc une participation et une mise en commun des avantages.

La notion de croissance inclusive est au cœur de la Stratégie **Europe 2020**. Dans cette Stratégie, la croissance inclusive sous-entend « de favoriser l'autonomie des citoyens grâce à un taux d'emploi élevé, d'investir dans les compétences, de lutter contre la pauvreté, de moderniser les marchés du travail et les systèmes de formation et de protection sociale pour Aider tout un chacun à anticiper et à gérer les changements, et de renforcer la cohésion sociale. Il est également crucial de veiller à ce que les fruits de la croissance économique profitent à toutes les régions de l'Union, y compris à ses régions ultrapériphériques, afin de renforcer la cohésion territoriale. Il faut garantir à tous un accès et des perspectives tout au long de la vie ».

Tableau 2 : Indicateur d'inclusivité

I. Pauvreté et Inégalité	
Approche par le revenu	Approche alternative
• Profondeur de la pauvreté • Propension moyenne à consommer	• Nombre d'années de scolarisation • Taux de mortalité infantile
II. Croissance et Expansion des opportunités économiques	
-Croissance économique et Emplois	-Infrastructures stratégiques
-PIB réel per capita en PPA	-Consommation de l'électricité par tête
-Taux d'activité	-Pourcentage des routes asphaltées
-Nombre de comptes bancaires pour 100 travailleurs rémunérés et salariés	-Nombre d'abonnés téléphones pour 100 habitants
III. Accessibilité aux opportunités économiques et sociales	
-Education et Santé	-Infrastructures et services de base
-Ratio Elèves/Enseignant	-Accès et entrée à l'éducation / santé
-Dépenses publiques en éducation	Part population accédant à l'électricité
-Dépenses publiques en santé	Part de la population accédant à l'eau
IV. Sécurité sociale et Genre	
Sécurité sociale	Genre
Dépenses publiques en sécurité sociale	Parité (éducation, santé, emploi, etc.)
Compensation salariés/non-salariés	Pourcentage de femmes au parlement
V. Gouvernance et Institution	
Efficacité des pouvoirs publics	Etre à l'écoute / Rendre compte
Contrôle corruption / Etat de droit	Stabilité politique/Absence de violence
Qualité de la réglementation	Qualité de la dépense publique

Source : Adapté de Zhuang and Ali (2010), cf. Banque asiatique de développement 2014.

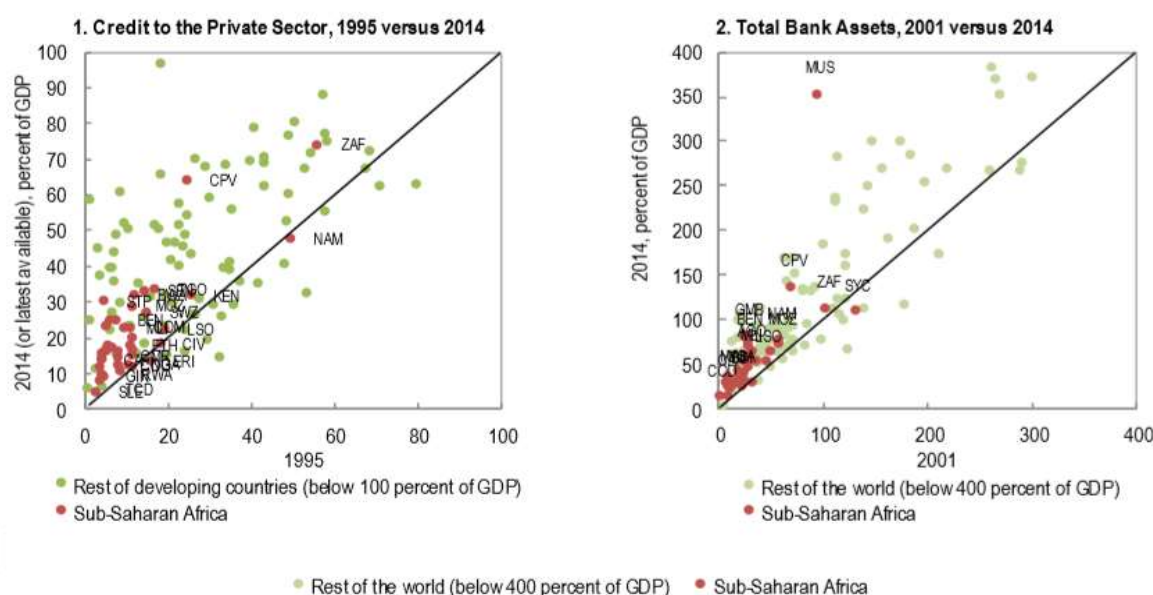
2.2 Croissance inclusive et Inclusion Financière

Bien que la littérature propose des définitions convergentes de la croissance inclusive, sa mise en œuvre au niveau de chaque économie dépend largement de la spécificité de chaque territoire.

Basé sur une étude effectuée au Togo, Dalia Hakura, Adrian Alter, Matteo Ghilardi, Rodolfo Maino, Cameron McLoughlin, et Maximilien Queyranne [2014] ont identifié quelques facteurs permettant

l'instauration d'une croissance inclusive, à savoir : une augmentation raisonnable des investissements publics³⁷ allant dans le sens de l'accroissement de son efficacité dans les domaines structurants tel que la santé, l'éducation, l'innovation,..., la résilience ; un assainissement budgétaire en vue d'assurer une meilleure répartition des revenus par le biais des outils fiscaux ou relatif aux dépenses, et enfin, le développement de l'inclusion financière et la maîtrise des risques y afférentes. Les études empiriques menées par Montfort [2016] ont montré que le développement financier a supporté la croissance et a réduit sa volatilité en Afrique Sub-Saharienne.

Figure 4 : Standard Measures of financial Depth



Source: International Financial Statistics; IMF, World Economic Outlook database; and FinStats 2016.

Ainsi, pour la plupart des pays de l'Afrique Sub-Saharienne, on constate une amélioration des crédits à l'économie et des recettes totales des banques, traduisant le développement du secteur financier en fonction du temps. Ce développement doit s'accompagner d'un développement des outils financier adaptés aux entreprises local. Une grande partie des économies Africaines repose principalement sur l'Agriculture. Sur le plan financier, c'est un secteur nécessitant une source de financement sur une longue période qui est rarement le cas des financements proposés par les Institutions de Micro Finances (IMF) existantes. Une croissance économique forte et soutenue nécessite la disponibilité de financement à long terme. Toutefois, des études ont démontré que ce secteur est largement tributaire des aléas climatique, un risque difficilement maîtrisable et quantifiable par les IMF. Dans ce cas, une des meilleurs solution pour garantir une croissance

³⁷ Public capital investment averages 16 percent of GDP during 2014–32.

créatrice d'emplois dans une économie dominée principalement par le secteur agricole est de mettre en place un système de garantie souveraine des crédit aux agriculteurs, permettant de partager les risques et d'amortir les chocs.

Malgré les performance récentes du continent en terme de croissance économique, l'inégalité demeure et persiste encore en Afrique. Cela est principalement expliquée par des déficits en termes d'infrastructure et d'équipements, rendant difficile l'accès aux soins de santé, aux transports, à l'éducation, à l'emploi et amplifiant le chômage, l'insécurité alimentaire et l'exclusion sociale, amenant la communauté internationale à promouvoir à travers leur financement un autre modèle de croissance, *qui permet à tous les membres d'une société de participer et de contribuer au processus de croissance sur une base d'équité, indépendamment de leurs circonstances particulières.*

2.3 Mesure de la croissance Inclusive

Il convient de souligner qu'il n'y a pas une définition canonique de la croissance inclusive. Les principales caractéristiques retenues ont souligné qu'elle doit mettre à la disposition de tous les opportunités non seulement de participer à sa formation, mais surtout d'en jouir les fruits. Une importance particulière est accordée à la redistribution des revenus monétaire mais il ne faut pas oublier que la croissance inclusive n'est pas seulement monétaire. Elle comporte des dimensions sociales, environnementales permettant d'instaurer un bon type de croissance respectueux de l'environnement et des paramètres intergénérationnels.

- Selon une étude menée par Rahul Anand, Volodymyr Tulin, et Naresh Kumar [2014], une forte croissance et une bonne politique de redistribution peuvent réduire la pauvreté. Appliquées à l'économie indienne, il a été démontré que les politiques économiques, la stabilité macro-financières, la maîtrise des risques d'inflation, les dépenses sociales sont essentielles à l'instauration de la croissance inclusive.

La mesure de la croissance inclusive est basée sur l'utilisation d'une fonction de bien-être social croissant, dans laquelle on distingue deux facteurs : la croissance du revenu et la distribution du revenu.

La formalisation de l'estimation de la croissance inclusive part de la définition de ce qu'on appelle courbe de concentration qu'on désignera par courbe de mobilité sociale.

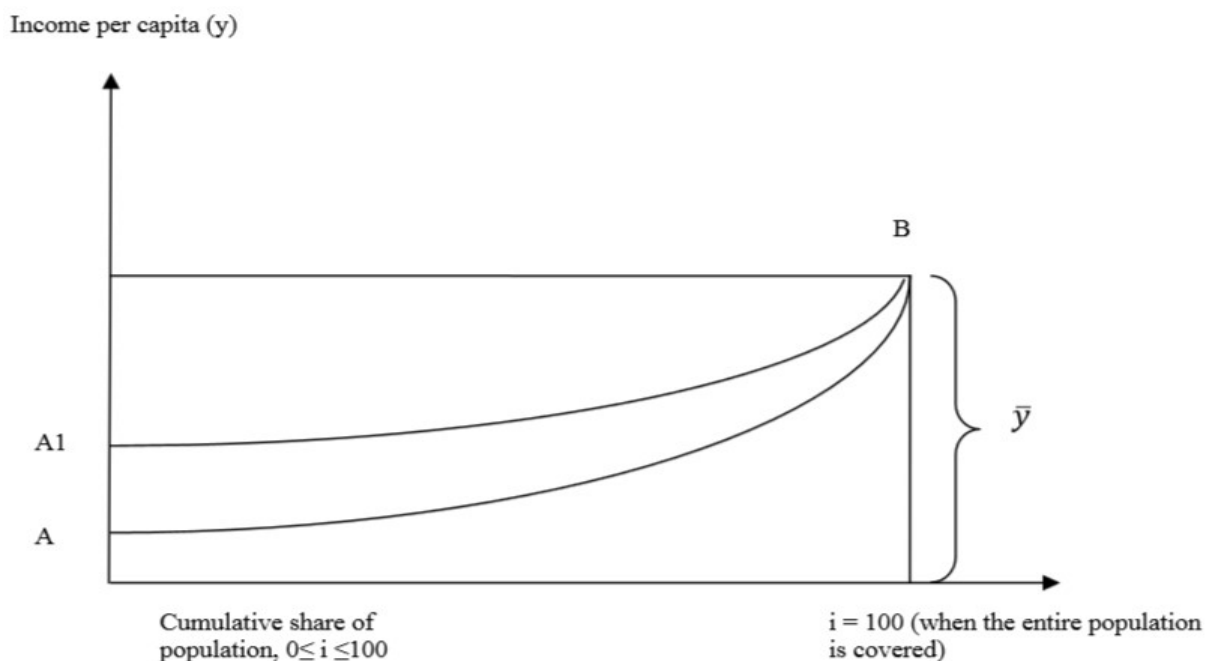
$S^c = \left\{ y_1, \frac{y_1+y_2}{2}, \dots, \frac{y_1+\dots+y_n}{n} \right\} = \{\bar{y}_1, \dots, \bar{y}_n\}$ Une fonction croissante et satisfait la propriété de transfert³⁸.

Avec :

- n : représentant le nombre de la population ;
- $(y_1, \dots, y_n)$ représentant le revenu de chaque individu, rangé par ordre croissant des revenus ;
- $i \in \{0, 1, \dots, 100\}$
- $\bar{y}_i$ Représente le revenu moyen des $i\%$ de la population
- La courbe de mobilité sociale AB est représentée par la projection du couple $(i, \bar{y}_i)$ sur le plan formé par le cumule de la population (en abscisse) et le revenu par tête (en ordonné).

- La mobilité sociale

Figure 5 : Courbe de Morbidité sociale



³⁸ Une fonction de transfert H est une fonction rationnelle de numérateur de degré m et de dénominateur de degré n , telle que : $Y(s) = H(s)U(s)$

Source: Inclusive Growth: Measurement and Determinants /2013/ Rahul Anand, Saurabh Mishra, and Shanaka J. Peiris

- *L'ampleur du changement de distribution*

La mesure du changement dans la redistribution est obtenue par :

$$\overline{y}^* = \int_0^{100} \overline{y}_i di$$

Avec : $\overline{y}^* \begin{cases} = \overline{y} ; \text{représente une égalité totale des revenus de la population} \\ < \overline{y} ; \text{représente une distribution inéquitable des revenus} \end{cases}$

Ali and Son (2007) ont utilisé cette propriété de $\overline{y}^*$ pour définir un indice d'équité du revenu

$$\omega = \frac{\overline{y}^*}{\overline{y}}$$

$$\overline{y}^* = \omega * \overline{y}$$

$$d\overline{y}^* = \omega * d\overline{y} + \overline{y} * d\omega$$

- La croissance inclusive requière l'augmentation de $\overline{y}^*$, qui pourra être obtenue soit par la croissance de ω , soit par la croissance de $\overline{y}$, ou la combinaison des deux facteurs.

Avec :

- $d\overline{y}^*$ est la variation du degré de croissance inclusive ;
- $d\overline{y}^* > 0$ est révélateur d'une croissance inclusive ;
- $\omega * d\overline{y}$ représente l'effet revenu ;
- $d\omega * \overline{y}$ représente l'effet redistribution

Tableau 3 : Tableau d'inclusivité

$d\bar{y} > 0$	$d\omega > 0$	Unambiguously Inclusive
$d\bar{y} > 0$	$d\omega < 0$	Higher per capita income at the expense of equity (could be inclusive if the percentage change in $\bar{y} >$ the percent change in ω (see equation 3 above).
$d\bar{y} < 0$	$d\omega > 0$	Equity objective is achieved at the cost of average income contraction
$d\bar{y} < 0$	$d\omega < 0$	Unambiguously non-inclusive

Source : Rahul Anand, Saurabh Mishra, et Shanaka J. Peiris, 2013

- Ali et Hwa [2007] ont conçu une mesure simplifiée de la croissance inclusive. Ils ont défini une fonction d'opportunité sociale qui s'apparente à la fonction de bien-être sociale. La croissance est inclusive si elle croise la fonction d'opportunité sociale. Celle-ci dépend de deux facteurs complémentaires :
 - Les opportunités en moyenne accessible à la population,
 - La façon dont les opportunités sont distribuées au sein de la population.

Une réduction substantielle de la pauvreté requière une augmentation rapide du taux de croissance [Kraay 2004, and Lopez and Servén, 2004]. Toutefois, pour que cette croissance soit durable, il faut qu'elle soit partagée par tous les secteurs [Berg and Ostry, 2011].

Dollar, Kraay (2003) et Ramey (1995) ont démontré que certains nombres de fondamentaux macroéconomiques :

- L'ouverture au commerce mondial³⁹,
- L'investissement,
- Des taux modérés d'inflation;

³⁹ Jean-Pierre Cling, en 2006, a démontré que le commerce mondial (mesuré par le degré de protection) affecte négativement les inégalités et la pauvreté.

Et des facteurs structurels, tel que l'amélioration du capital humain, sont des pourvoyeurs de croissance inclusive.

2.4 Nouvelle mesure de la croissance inclusive

La nouvelle mesure de la croissance inclusive présentée par Michel-Ange Lokota Ilondo, Patrick Lukau Ebonda et Dandy Matata Amsini en 2015, reprend la méthodologie utilisée par Volodymyr Tulin, et Naresh Kumar [2014], mais en remplaçant le revenu par tête par la quintité d'opportunité captée par l'individu.

- Soit une société composée par n individus.
- Soit $(x_1, x_2, \dots, x_{n-1}, x_n)$ les revenus des individus rangés par ordre croissant,
- y_i la quintité d'opportunité captée par l'individu jouissant le revenu x_i ,
- $O = O(y_1, y_2, \dots, y_{n-1}, y_n)$ la fonction d'opportunité

La fonction O est croissante en ses arguments de sorte qu'augmenter les opportunités et améliorer leur distribution augmentent la fonction et agit positivement sur le bien-être global.

- y_i est une variable binomiale telle que :
- $y_i = \begin{cases} 0 & \text{si l'individu ne jouit pas de l'opportunité} \\ 100 & \text{si l'individu jouit de l'opportunité} \end{cases}$
- $\bar{y} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n y_i$ est la moyenne des opportunités dans la société
- $Q = (y_1, y_2, \dots, y_{n-1}, y_n)$ est le vecteur de distribution des opportunités
- $O(y_1, y_2, \dots, y_n) > O(y_1 - t, y_2 + t, \dots, y_n)$ (t est un transfert) ;
- $Q^c = \left\{ y_1, \frac{y_1 + y_2}{2}, \dots, \frac{y_1 + \dots + y_n}{n} \right\}$ le vecteur de distribution cumulée des opportunités
- $\begin{cases} y_i = 0 & \text{si l'individu ne jouit pas de l'opportunité} \\ y_i = 100 & \text{si l'individu jouit de l'opportunité} \end{cases}$

En rangeant les individus par ordre croissant de revenu, nous pouvons associer à chaque proportion p de la population une moyenne d'opportunités y_p . La valeur y_p sera égale à $\bar{y}$ lorsque $p=100\%$. Les différentes valeurs de y_p obtenues forment la courbe d'opportunité qui évoluera vers le haut en cas de croissance inclusive.

Les auteurs, ont par la suite, défini le degré d'exclusivité (désigné par Degré d'Exclusion Sectoriel (factoriel) ou DES) en posant :

$$\varphi = \omega - 1$$

La DES indique la taille de la zone d'exclusion pour chacun des secteurs (facteurs) sur lesquels se fonde l'inclusivité de la croissance (éducation, santé, emploi, etc.)

Le Degré d'Exclusion Générale, quant à lui est l'agrégation des Degré d'Exclusion Sectorielle

$$DEG = \sum_{j=1}^k \beta_j DES_j$$

Avec :

- j représentant un secteur à la base de l'inclusivité de la croissance,
- β_j , qui est estimé soit par enquête auprès des pouvoirs publics, soit auprès des ménages représentant le poids du secteur j dans la croissance inclusive.

Le degré d'exclusion sectorielle par décile est estimé par :

- Pour le premier décile

$$DES_{d1} = \frac{\int_0^{0,1} \bar{y}_p}{\frac{1}{10} \bar{y}} - 1$$

- Pour le dernier décile

$$DES_{d10} = \frac{\int_{0,9}^1 \bar{y}_p}{\frac{1}{10} \bar{y}} - 1$$

Avec :

$$DES_{d1} > DES_{d2} > \dots > DES_{d10}$$

Et :

$$r_{1/10} = \frac{DES_{d1}}{DES_{d10}}$$

Il renseigne sur l'étendue des inégalités en matière d'accès à l'opportunité entre les deux extrémités de la société (les plus pauvres et les plus riches).

$$r_{1/10} < 1$$

Indique une disparité dans l'accès à l'opportunité sociale ou économique considérée. Les Trois chercheurs ont démontré qu'une croissance inclusive aura pour effet d'augmenter la valeur de ce ratio.

2.5 Les facteurs d'inclusivité

Croissance inclusive n'est pas un processus linéaire. Elle est, simultanément, le produit de phénomènes complexes à plusieurs dimensions sur un territoire économique donné durant une période. Au titre des dimensions de la croissance on peut citer les facteurs ci-après :

- Une dimension monétaire à travers le relèvement des revenus moyens des plus pauvres et démunis [Kakwani et Ernesto, 2000]. Une des problèmes des croissances actuelles observés dans le monde est l'accentuation de l'inégalité et l'appauvrissement des plus pauvres. L'objectif de chercher seulement la croissance n'est plus suffisant. Désormais, il faut observer de près la structure de la contribution à la croissance. Il faut instaurer un modèle de croissance permettant au quintil des plus pauvres à participer au processus de création de richesse leur permettant d'améliorer leur bien être.
- Une dimension sociale à travers six bases : l'éducation, l'emploi, l'investissement, la lutte contre la corruption, les transferts fiscaux ainsi que les infrastructures et les services de base [Samans et al. 2015]. Cette dimension de la croissance inclusive revient aux principe de mise en place d'un bonne politique publique afin de maximiser l'efficacité de toute politique de développement. L'investissement en capital humain étant le pilier de la croissance à long terme permettant l'employabilité de la population active, l'amélioration de leur capacité d'adaptation et le renforcement de la résilience. La création d'emplois influera en partie sur la réduction de l'inégalité et de la profondeur de la pauvreté. Les investissement un infrastructure ainsi que la lutte contre la corruption constituent des décision publique permettant non seulement la mise en place de biens et services publiques locaux et nationaux favorisant l'entreprise, mais surtout établie un environnement sain et propice à l'entrepreneuriat à travers la bonne gouvernance administrative et financière au niveau de l'Etat.

- Une dimension institutionnelle garantissant la conception d'une politique efficace de redistribution équitable aux groupes sociaux des fruits de la croissance [Acemoglu, 2003]. La fonction de répartition est une des activités régaliennes de l'Etat. Elle permet une redistribution équitable des revenus générés dans une économie et de réduire les inégalités. La mise en œuvre d'une politique de redistribution nécessite une administration forte et une institution fonctionnant de façon optimale assurant l'efficacité des politiques de subvention ou de dépenses fiscales allant dans le sens d'un partage équitables des opportunités entre les différentes catégories de la population.
- Une dimension inter-temporelle en tenant en compte des relations intergénérationnelles dans nos décisions économiques [Stiglitz et Kambur, 2015].

Une des conditions d'inclusivité est la prise en compte dans le processus d'instauration de la croissance inclusive est la rareté des ressources afin de permettre une exploitation durable, garantissant le bien-être aussi bien de la génération actuelle que celle de la génération future.

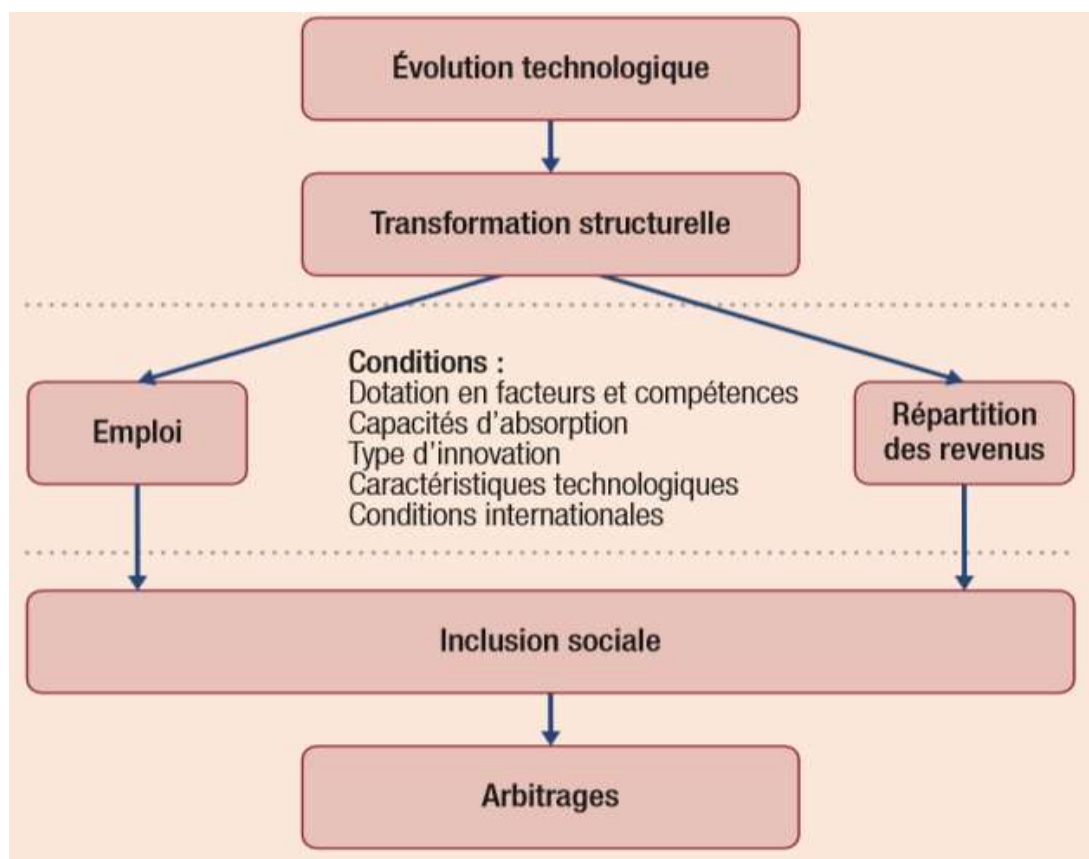
Johan Van Niel (2005) a publié que notre empreinte écologique dépasse de 20% de la capacité de porter de la terre. Ce qui signifie que la terre, l'écosystème n'a pas le temps de se renouveler ou qu'il n'a pas le temps d'absorber nos déchets qu'on recommence déjà l'exploitation ou la production d'autres déchets. La permanence de nos empreintes écologiques signifie non seulement qu'on prive de nos futures générations des ressources indispensables à leur bien-être mais en même temps on leur laisse un monde sale, pollué, impropre à une vie saine.

- Une dimension géographique dans la mesure où le pouvoir public accorde une importance à la promotion d'une croissance inclusive qui implique de manière non discriminatoire les diverses régions géographiques est propice au maintien de la cohésion politique nationale [William et Ross, 1997]. En 1996, Alberto et Perotti ont démontré statistiquement que les inégalités de revenu accroîtraient les mécontentements sociaux qui, à leur tour, exacerberaient l'instabilité sociopolitique. Il convient de souligner que l'inégalité de revenu, d'éducation, de santé,..., ou de change ne se limite pas aux dimensions individuelle. Ces caractéristiques de l'inégalité peuvent également être définies au niveau temporel spatial. De ce fait, la prise en compte de cette dernière dans la formulation des décisions publiques garentira le partage des richesses ainsi que l'égalité d'opportunités à la formation de ces richesses entre les régions, afin de maîtriser les risques d'instabilité sociopolitique susmentionnés.

2.6 Croissance inclusive et innovation technologique

L'innovation technologique est une source de croissance économique [Paul Romer, 1986]. Elle passe par l'augmentation rapide de la quantité de bien produit par un travailleur durant une heure. Non seulement elle stimule la croissance mais, elle a la capacité de la maintenir à un niveau élevé, tout en favorisant la création d'emploi et la redistribution de revenu.

Figure 6 : Evolution technologique et inclusion (ONIDI)



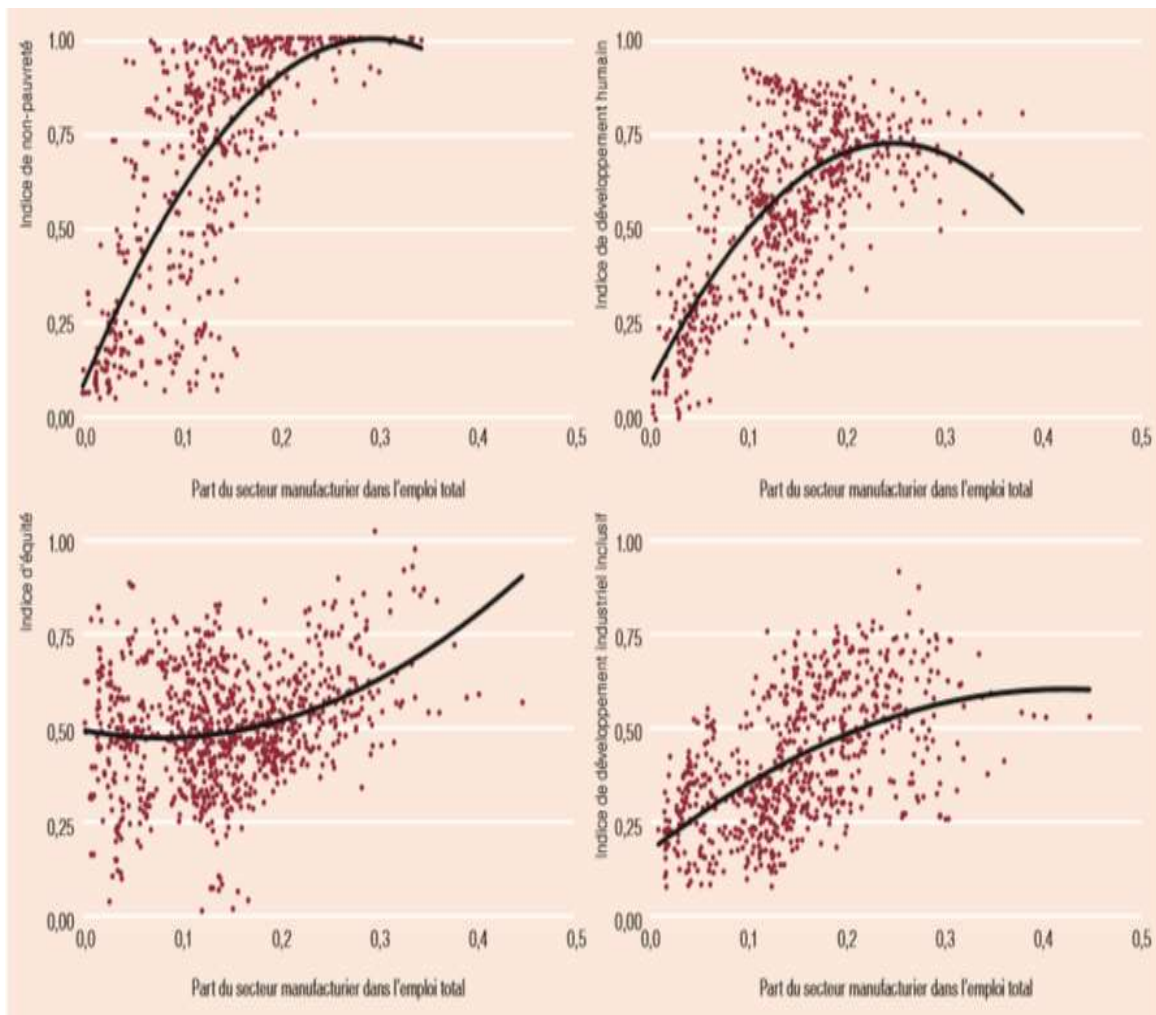
Source : ONIDI (2015)

Se référant au schéma sus-présenté, l'innovation technologique est à la base de la transformation structurelle favorisant la création d'emploi et la répartition des revenus, vecteurs de l'inclusion sociale.

Pour que l'innovation technologique constitue un facteur d'inclusion sociale, il faut mettre en place une combinaison optimale des technologies existantes. A ce propos, l'innovation doit se situer au niveau des produits par la mise en place d'outils qui vont aider les travailleurs, contrairement aux innovations dans le domaine des processus qui risquent de mettre en place d'outils qui vont remplacer les travailleurs.

La même étude nous a démontré que la transformation structurelle qui se traduit par la part relative des différents secteurs manufacturier dans la création d'emplois, est positivement corrélée avec les composantes élémentaires de l'inclusion sociale tels que : indice de non-pauvreté, indice de développement humain, indice d'équité et indice de développement industriel inclusif.

Figure 7 : Corrélation entre Innovation technologique et facteur élémentaire de l'inclusion sociale



Source : ONIDI, 2015

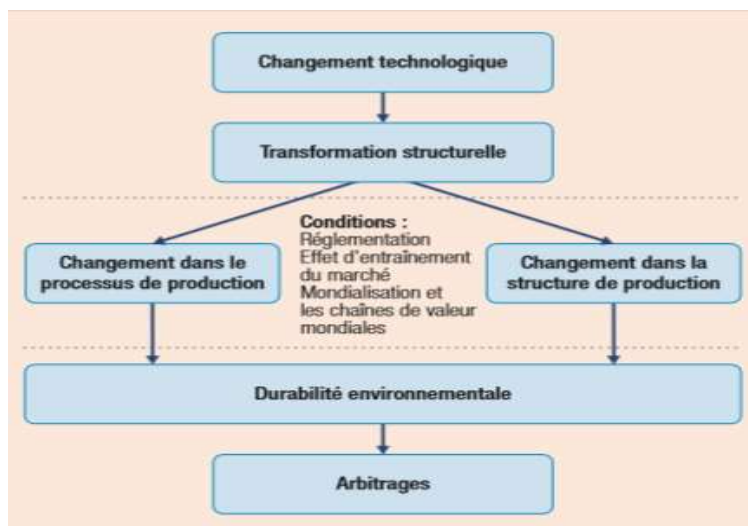
La part du secteur dans l'emploi total (variable proxy de l'innovation technologique) est positivement corrélée avec les éléments constitutifs de l'inclusion. Toutefois, se référant aux graphiques ci-dessus, il y a un taux optimal qu'il faut observer. Au-dessus de ce taux, vu la convexité de la relation, à l'exception de celle avec l'indice d'équité, une augmentation de l'innovation technologique anéantira le caractère inclusif de la croissance et du développement.

La durabilité est une des conditions pilier de l'inclusivité de la croissance. Ainsi, afin que l'innovation technologique soit un vecteur de développement/croissance inclusif, il faut qu'elle soit capable d'établir une parfaite symbiose avec son environnement.

Les pays ayant le PIB par habitant le plus élevé sont ceux affichant la plus faible intensité énergétique [ONIDI, 2015]. Entre 1960 et 2011, le PIB mondial par habitant a augmenté de façon monotone tandis que l'intensité des émissions diminuait, fruit d'un changement technologique respectueux de l'environnement⁴⁰

L'innovation technologique a suscité des changements dans le processus de production, dans la mesure où les ressources naturelles ont été combinées efficacement avec les autres facteurs⁴¹.

Figure 8 : Evolution technologique et durabilité environnementale



Source : ONIDI, 2015

En outre, on observe également que l'innovation technologique a également :

- Suscité des changements dans les structures de production,
- Facilité l'adoption des technologies respectueuses de l'environnement.

⁴⁰ Malgré son insuffisance pour dissocier la pollution et la croissance économique

⁴¹ Les émissions mondiales ont augmenté de 29 % entre 1995 et 2009, mais de seulement 16 % dans le secteur manufacturier (variable proxy de l'innovation technologique)

2.7 Croissance inclusive et capital Humain

La croissance inclusive n'est pas la croissance partagée [PNUD, 2013] :

a) Croissance Partagée

La croissance partagée s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les fruits de la croissance bénéficient en premier lieu au riche puis au pauvre. Elle privilégie la protection sociale comme principal moyen d'inclusion et fait ainsi davantage appel à la redistribution (transferts, dépenses fiscales) des fruits de la croissance entre les différents acteurs de l'économie y compris avec ceux qui n'y ont pas contribué⁴².

b) Croissance pro-pauvre

La croissance inclusive est plus que la croissance pro-pauvre. La croissance pro-pauvre est une croissance caractérisée par des politiques favorables aux pauvres et se traduit par conséquent par une réduction de la pauvreté et des inégalités⁴³.

c) Croissance inclusive

En plus de la redistribution prise en compte par la croissance partagée, la croissance *inclusive* « établit un programme sociopolitique et économique visant à offrir les mêmes chances d'emploi rémunérateur et de subsistance aux populations pauvres et marginalisées » [PNUD, 2013].

La croissance inclusive fait émerger la croissance à partir de la base, avant de profiter à l'ensemble de la population, par un mouvement de bas en haut, en accélérant les mécanismes de réduction de la pauvreté.

Tableau 4 : Déterminant et élément de la croissance inclusive

⁴² PNUD, MINEPAT-Cameroun (2013) : Croissance inclusive et Développement, le Rôle du Développement Humain/

⁴³ (Ravallion et Chen, 2003 ; Ravallion, 2004).

Déterminants microéconomiques	Déterminants macroéconomiques	Éléments de la croissance inclusive
-Stabilité macroéconomique : • une modération de la fiscalité et des déficits de la balance courante ; • un faible ratio dette/PIB ; • une inflation modérée. - Stabilité politique et institutions démocratiques - Politique fiscale progressive - Protection sociale des couches vulnérables - Ouverture au commerce - Promotion des IDE dans des secteurs clés (Secteur agricole pour les pays à faible revenu) - Politique industrielle verticale et horizontale - Faible taux de croissance de la population.	-Investissement dans le capital humain : • santé • éducation • eau et assainissement - Investissement dans les infra-structures physiques - Réduction des inégalités horizontales en matière de services de base: • discrimination selon le genre, discriminations ethniques, religieuses, etc. - Facilitation de l'accès au financement: • micro finance ; • PME des finances ; • marché des capitaux. - Encouragement du développement global des compétences et de l'emploi.	-Taux de croissance élevé et soutenu : • en particulier pour les pays à faible revenu. - Modèle de croissance soutenable: • évitant les crises, les dégradations environnementales. - Transformation structurelle-déterminer ses avantages compétitifs : • spécialisation dans la production ; • diversification des exportations ; • bon climat des affaires ; • production décente et généralisée, opportunité d'emploi ; • égalité d'accès aux opportunités pour tous, en termes d'éducation et de santé ; • réduction significative de la pauvreté absolue ; • réduction des inégalités verticale et horizontale.

Source : Adison et Niñon Zazazua, 2012.

d) Développement Humain

Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun. Il implique que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir, et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, de nombreuses possibilités restent inaccessibles [PNUD, 2013].

Selon le PNUD, la croissance économique et le développement humain sont réciproquement liés.



Le capital humain occupe une place centrale en matière de croissance inclusive. Il est à la fois source et conséquence de croissance économique. Il se trouve également en amont et en aval du développement humain. *Un capital humain de bonne qualité permet à la fois à chaque individu de contribuer à la croissance économique et d'en jouir les fruits.*

2.8 Les principales contraintes à l'inclusivité

Selon Krugman en 2008, les pays développés (les Etats Unis, l'OCDE) sont marqués par une disparité du revenu entre couches sociales à cause : (i) du progrès technologique ; (ii) de l'ouverture sur l'extérieur ; (iii) de la faible mobilité sociale ; (iv) le changement des institutions et de la régulation.

En outre, le développement de la finance et du secteur des services (Feenstra, 2010 ; OCDE, 2011), les changements intervenus dans la régulation du marché du travail [Gurria et al. 2014] ; la faible mobilité sociale⁴⁴ [Bengali et Daly, 2013] et la diminution des capacités distributives du système fiscal [Gurria et al. 2014] sont les facteurs, démontrés objectivement, qui peuvent compromettre l'instauration d'une croissance inclusive au niveau des pays riches.

Dans les pays émergents, la question des inégalités dépasse largement le cadre du revenu salarial [Michel-Ange Lokota Ilondo, Patrick Lukau Ebonda et Dandy Matata Amsini, 2015]. D'autres facteurs tels que l'importance de l'économie informelle [Beccaria et Groisman, 2008], les inégalités dans la distribution de l'accès à l'éducation [Balakrishnan et al. 2013], la faiblesse du système de sécurité sociale ainsi que les disparités géographiques [Fan et al. 2009], affectent négativement l'inclusivité de la croissance économique dans ces pays.

Dans les pays pauvres, en plus des facteurs favorisant l'exclusion au niveau des économies émergentes, on trouve également des situations comme :

- La faible qualité des institutions [Williamson, 1995 ; Rodrik, 2000 ; Collier, 2006] qui ne favorise pas la participation et la redevabilité, empêche l'instauration de la stabilité politique⁴⁵, limite l'efficacité du pouvoir public, réduit la qualité de la réglementation, ne favorise pas le respect des règles de droit et n'arrive pas à contenir la corruption [Kaufmann et al. 2005] ;
- La faible création d'emploi et la prédominance du secteur agricole (UNCTAD, 2014) ;
- L'Insuffisance des infrastructures [Calderon et Servén, 2005], qui est indispensable à la diffusion des effets de la croissance, la réduction de la pauvreté et des inégalités et à l'élargissement des opportunités économiques et sociales disponibles (Brenneman et Kerf ; 2002) ;
- La faible protection sociale et la faible diversification de l'économie.

⁴⁴ Facteur aggravant la disparité salariale,

⁴⁵ Qui est statistiquement corrélé à la croissance économique et les inégalités [Alberto et Perotti, 1996 ; Maccullock 2005],

2.9 Croissance inclusive et politique publique

Dans le cas des pays développés, nous avons pu relever une orientation de la politique publique afin de promouvoir l'inclusivité de la croissance. Il faut toutefois souligner la divergence des résultats avancés par les différents chercheurs. En effet, si le progrès technique a été identifié par Krugman (2008), comme étant une des contraintes à l'inclusivité dans les pays riches, l'innovation apparaît comme un point majeur susceptible d'agir positivement tant sur la soutenabilité que sur l'inclusivité de la croissance [Stiglitz et Greenward, 2014]. Dans ces pays, la politique publique doit soutenir l'amélioration du capital humain à travers l'accès à l'éducation pour les étudiants issus des milieux les plus défavorisés [Denk et al, 2013], en plus de la réforme du système fiscal pour augmenter les effets de redistribution et éviter la dégradation de la situation des ménages.

Du côté des économie émergentes, selon l'OCDE (2011) la réforme de l'emploi et l'accès à l'éducation constituent les politiques publiques à entreprendre pour consolider la croissance inclusive. Alors que les pays les moins avancés doivent concentrer prioritairement les politiques publiques dans l'amélioration de la gouvernance pour la promotion de l'inclusivité à travers la durabilité de la croissance et l'instauration d'une société inclusive [Acemoglu et al, 2001].

En outre, il faut privilégier l'investissement dans les infrastructures [Ravallion et Datt, 1999 ; Ghosh et De 2005], renforcer le capital humain [Fournier et Koske, 2012], et la promotion de l'emploi productif à cause de sa capacité à sortir les individus de la pauvreté et à améliorer leurs conditions de vie [Blanchard, 2008] ; conjuguées avec la mise en place d'une politique de transformation culturelle et de diversification économique pour la réduction de la pauvreté (Imbs et Wacziarg, 2003).

Chapitre 2 : Analyse stochastique de la relation entre l'aide et la croissance inclusive

L'analyse économétrique classique a distingué, en ce qui concerne l'étude des séries temporelles, quatre grandes composantes à savoir⁴⁶ :

La tendance ou encore appelée Trend Notée T_t . Elle est sensée décrire le mouvement à long terme du processus. Elle donne en effet le trajectoire d'équilibre de la variable d'étude et est présentée par des formes analytiques simple : polynomiale, logarithmique, exponentielle... En économie, cette première composante contient les cycles longs de Kondratieff (40 à 60 années de périodicité), de Kuznetz (20 années de périodicité) et les cycles de Juglar (10 années de périodicités).

- La composante cyclique appelée C_t . Elle est représentée par le cycle de Kitchin de périodicité entre 3 à 5 ans. La tendance et le cycle sont généralement regroupés dans ce qu'on appelle composante extra-saisonnière noté E_t .

- La composante saisonnière appelée S_t . C'est une composante cyclique relativement court de périodicité infra-annuelle et qui est pratiquement dû à des phénomènes de Modes, climatiques, coutume...

- La composante résiduelle notée R_t . Elle rassemble tout ce que les autres composantes n'ont pu expliquer du phénomène observé. Elle contient des phénomènes accidentels exceptionnels et imprévisibles tels que : les catastrophes naturelles, les grèves, les guerres...

- Les processus Macroéconomiques sont rarement les produits de phénomènes stationnaires. Cette non-stationnarité peut affecter l'Espérance Mathématique de la variable et/ou sa Variance⁴⁷. En s'appuyant sur les critiques formulés par Granger (1969) et Sims (1980), en ce qui concerne la défaillance de la modélisation économétriques classique ainsi que de la médiocrité des prévisions de ce modèle quand les processus étudiés sont non-stationnaires, nous allons utiliser dans cette recherche une représentation VAR, qui est une généralisation de modèle Autorégressif (AR), des relations de court terme entre les variables d'études. Par la suite, notre recherche analysera le comportement de chaque variable suite à une politique économique (choc extérieur) donnée.

⁴⁶ R. Bourbonnais et M. Terraza 2008

⁴⁷ R. Bourbonnais et M. Terraza 2008

Section 1 : Etude de la stationnarité des séries

Avant de commencer les analyses économétriques, l'étude de la stationnarité des variables s'avère indispensables. Il est primordial dans la mesure où les estimations par la méthode des Moindre Carrée Ordinaire (MCO) ne sont préconisées que sur des séries stationnaires.

La stratégie de test proposée par Duckey et Fuller à travers l'ADF-Test repose sur trois modèles :

- Modèle 1 : $\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + a_t$
- Modèle 2 : $\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + c + a_t$
- Modèle 3 : $\Delta x_t = \rho x_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_j \Delta x_{t-j+1} + c + bt + a_t$

La procédure consiste en :

- la détermination du nombre de retard p à travers des critères d'information d'Akaike ou de Schwarz afin de déterminer le nombre de retard optimal,
- l'utilisation de la statistique de Student pour étudier la significativité de b du Modèle 3, puis de c du Modèle 2 (en cas de non significativité de b du Modèle 3)
- la détermination si le processus est stationnaire ou non. Dans le cas de non stationnarité : on identifie si on fait face à un processus TS (Trend Stationary) ou un processus DS (Differency Stationary), afin d'identifier la meilleure méthode de stationnarisation.

La meilleure procédure de stationnariser un processus TS et d'utiliser une estimation par MCO du processus en fonction du temps et de retrancher de la valeur en t estimée. Pour les processus DS, on utilise le filtre en différence.

Tableau 5 : Analyse de la stationnarité des variables d'études

		Balance Commerciale	IPC	Taux de pression iscal	APD	IDE	PIB
A niveau	Tendance						
	Constant		oui				
	None						
En Différence premièr	Tendance						
	Constant						oui
	None	oui		oui	oui	oui	

Source : Auteur 2017

L'utilisation des statistiques de test de Dickey et Fuller Augmentés a montré que nos variables d'études sont tous non stationnaires à niveau. Par ailleurs, nous pouvons retenir que hors mis l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) les variables d'études sont toutes stationnaire en différence première, comme c'est généralement le cas dans l'étude de toute variable Macroéconomique. Il convient de souligner que l'IPC est déjà une variation annuelle de niveau général des prix. Ce qui explique sa stationnarité à niveau.

Afin de permettre une meilleure estimation économétrique ne notre modèle, ainsi que la relation que l'on pourrait établir entre les séries chronologiques, nous allons procéder par une analyse des corrélations entre les variables d'études.

Tableau 6 : Analyse de la covariance

Covariance Analysis: Ordinary						
Date: 12/08/17 Time: 00:20						
Sample: 1986 2015						
Included observations: 30						
Balanced sample (listwise missing value deletion)						
Covariance						
Correlation	TAX	INFLATION	GROWTH	FDI	BAL_COM	ADP
TAX	1.699096					
	1.000000					
INFLATION	-4.664045	97.58382				
	-0.362214	1.000000				
GROWTH	3.174086	-8.266893	16.83101			
	0.593546	-0.203985	1.000000			
FDI	3.202238	-11.80667	0.478121	16.72646		
	0.600679	-0.292238	0.028496	1.000000		
BALANCE_COM	-5.767496	13.38682	-2.180313	-24.22081	44.90665	
	-0.660272	0.202224	-0.079306	-0.883754	1.000000	
ADP	0.685893	-0.451463	-0.475287	3.042451	-4.335031	1.555752
	0.421869	-0.036641	-0.092882	0.596419	-0.518641	1.000000

Source Auteur 2017,

L'analyse de la matrice de covariance est d'une nécessité capitale dans la mesure où, elle permet d'identifier les éventuelles corrélations entre les variables d'études. Ce qui nous permettra de faire une meilleure spécification des variables explicatives afin d'éviter la violation de l'hypothèse d'indépendance des variables. De ce qui précède, on observe une corrélation négative forte entre la Balance Commerciale et l'Investissement Directe Etranger. Ce qui signifie que l'arrivée massif d'Investissement Directe Etranger (IDE) correspond à une aggravation du déficit de la balance commerciale à court terme. Cette corrélation nous permet de déduire que l'augmentation des IDE entraîne dans un premier temps une augmentation des importations avant d'impacter positivement les exportations. Notre étude a permis d'identifier que les premières importations des entreprises à capitaux étrangers qui s'implante sur le territoire économique sont des celles composées de biens d'équipements nécessaire et démarrage et à la préexploitation. La corrélation entre Balance Commerciale et IDE nous conduira à ne retenir que la première variable afin d'observer

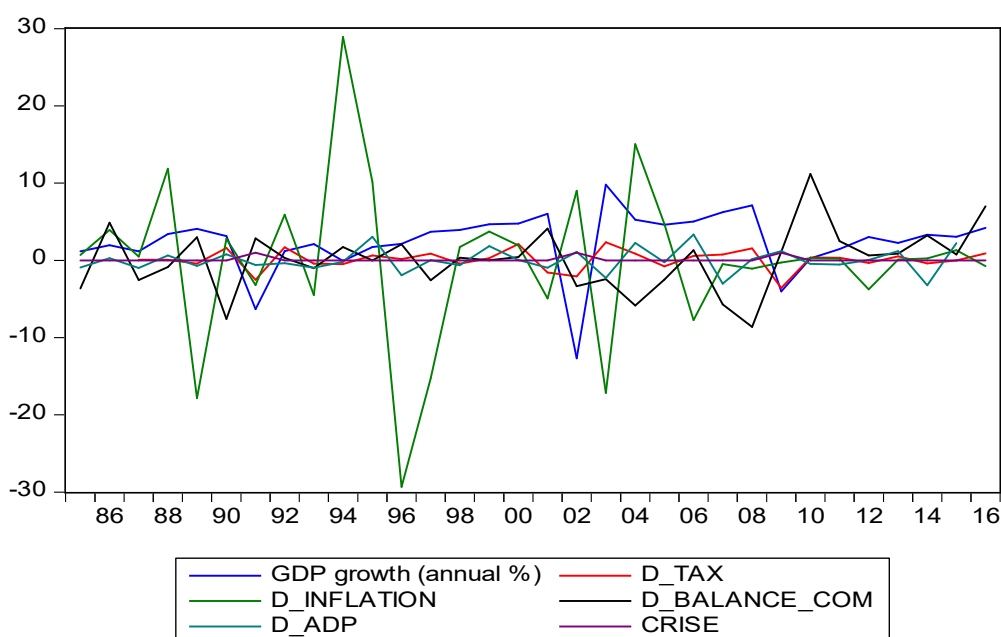
l'hypothèse de l'indépendance des variables explicatives et de prévenir tout problème que va engendrer la multi-colinéarité dans la suite de l'analyse.⁴⁸

Section 2 : Représentation VAR des relation entre Aide, Croissance économique et politique économique.

2.1 Spécification et identification du nombre de retard

Cette section a pour principale avantage d'étudier les relation empiriques entre l'Aide et la Croissance Economique à Madagascar. Elle contribuera également dans la compréhension de l'influence de la qualité de politiques sur l'efficacité de l'Aide. Comme évoqué plus haut, l'étude de la relation de court terme entre nous variables d'étude sera effectuée à travers une représentation VAR. Etant donné qu'effectuer la méthode des Moindres Carrés Ordinaires sur de variables non-stationnaires peuvent conduire à des régressions fallacieuse, vue que les séries sont tous des processus DS et intégré d'ordre un $[I(1)]$, nous allons travailler sur les séries en différence première.

Figure 9 : Représentation graphique des variables en différences premières.



Source : Auteur 2017

⁴⁸ Les effets principaux de la multicollinéarité sont :

- Augmentation de la variance estimée de certains coefficients lorsque la colinéarité entre les variables explicatives augmente,
- Instabilité des estimateurs des coefficients des moindres carrés, une faible fluctuation entre les données entraîne des fortes variations des valeurs estimées des coefficients,
- En cas de multicollinéarité parfaite, la matrice $X'X$ est singulière (le déterminant devient nul), l'estimation des coefficients devient impossible et leur variance devient infinie.

L'avantage de cette méthode réside dans le fait qu'elle va nous permettre de quantifier l'impact de la variation de l'Aide Publique au Développement sur la Croissance et aussi les incidence que pourraient avoir la Variation des autres variables caractéristiques de la qualité des politiques économiques sur la croissance.

Une représentation VAR est mathématiquement donnée par la formule matricielle suivante :

$$y_t = A_1 y_{t-1} + A_2 y_{t-2} + \dots A_p y_{t-p} + B x_t$$

La valeur présente de la matrice y est expliqué par une combinaison linéaire de ses réalisations passées. Ainsi, la première étape de notre présentation est d'identifier le nombre de retard optimal « p », qui représente le nombre optimal d'année à prendre en compte dans l'explication de la valeur actuelle de la variable.

Tableau 7 : identification du nombre de retard optimal pour la représentation VAR

VAR Lag Order Selection Criteria						
Endogenous variables: GROWTH D_BALANCE_COM						
D_INFLATION D_TAX D_ADP						
Exogenous variables: C						
Date: 12/09/17 Time: 22:23						
Sample: 1985 2016						
Included observations: 27						
Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-340.0385	NA	86611.73	25.55841	25.79838*	25.62976
1	-306.5353	52.11609*	47899.37*	24.92854*	26.36836	25.35667*
2	-286.6544	23.56252	86617.87	25.30773	27.94740	26.09265

Source : Auteur 2017

Pour l'identification du nombre de retard « p », nous allons utiliser des statistiques de test :

- LR Test : likelihood-ratio tests,
- FPE: Final prediction error
- AIC: Akaike information criterion
- SC: Schwarz information criterion
- HQ: Hannan-Quinn information criterion

L'observation de ces statistiques nous a amené à retenir un retard d'ordre $p=1$. Ce qui signifie qu'au vu des contraintes de redondance et de puissance du Modèle, les valeurs actuelles des variables, entre autre celle de la croissance et de l'Aides, seront expliquées par les valeurs de tous les variables retenues.

Dans le cadre de rendre le modèle plus proche de la réalité, une variable « crise » a été créée et introduite comme étant une variable explicative du Modèle également :

$$CRISE_t = \begin{cases} 0 & \text{pour les années sans crisesociopolitique} \\ 1 & \text{pour l'année caractérisée par les crises} \end{cases}$$

Elle a pour objectif de capter les impacts des crises cycliques sur l'économie. En effet, pour les années 1991, 2002 et 2009 ; la variable « crise » a pris une valeur égale à un (01). Ailleurs, ses valeurs est égal à zéro.

Tableau 8 : Représentation Var des variables d'études

Vector Autoregression Estimates					
Date: 12/18/17 Time: 05:27					
Sample (adjusted): 1988 2015					
Included observations: 28 after adjustments					
Standard errors in () & t-statistics in []					
	GROWTH	D_TAX	INFLATION	D_BALANCE_COM	D_ADP
GROWTH(-1)	-0.191881 (0.12196) [-1.57335]	-0.023510 (0.05807) [-0.40488]	0.751580 (0.63960) [1.17508]	-0.178715 (0.25597) [-0.69819]	0.222577 (0.07614) [2.92339]
D_TAX(-1)	0.777623 (0.38794) [2.00448]	-0.275957 (0.18471) [-1.49397]	-2.045769 (2.03455) [-1.00552]	-0.302799 (0.81423) [-0.37188]	-0.616613 (0.24219) [-2.54600]
INFLATION(-1)	-0.042581 (0.03909) [-1.08920]	-0.003151 (0.01861) [-0.16930]	0.544802 (0.20502) [2.65726]	0.005665 (0.08205) [0.06904]	0.040155 (0.02441) [1.64529]
D_BALANCE_COM(-1)	-0.353306 (0.10540) [-3.35190]	-0.013567 (0.05019) [-0.27033]	-0.071414 (0.55279) [-0.12919]	0.117574 (0.22123) [0.53146]	-0.056164 (0.06580) [-0.85351]
D_ADP(-1)	0.093779	-0.059773	-1.109309	0.663363	-0.620041

	(0.25631) [0.36588]	(0.12204) [-0.48979]	(1.34421) [-0.82525]	(0.53796) [1.23311]	(0.16001) [-3.87495]
C	4.716652 (0.72909) [6.46926]	0.488307 (0.34714) [1.40664]	4.057002 (3.82366) [1.06103]	0.117863 (1.53024) [0.07702]	-1.013297 (0.45516) [-2.22624]
CRISE	-12.77464 (1.28987) [-9.90383]	-2.973703 (0.61415) [-4.84195]	-1.274254 (6.76465) [-0.18837]	1.629921 (2.70724) [0.60206]	0.086834 (0.80525) [0.10783]
R-squared	0.846406	0.640686	0.272188	0.185744	0.577073
Adj. R-squared	0.802522	0.538025	0.064242	-0.046901	0.456237
Sum sq. resids	77.27441	17.51857	2125.374	340.4075	30.11684
S.E. equation	1.918263	0.913355	10.06023	4.026150	1.197554
F-statistic	19.28738	6.240783	1.308935	0.798400	4.775666
Log likelihood	-53.94250	-33.16508	-100.3433	-74.70142	-40.75060
Akaike AIC	4.353035	2.868934	7.667376	5.835816	3.410757
Schwarz SC	4.686087	3.201985	8.000427	6.168867	3.743808
Mean dependent	2.469891	0.061116	12.78584	-0.148386	0.063018
S.D. dependent	4.316673	1.343787	10.39983	3.934931	1.624016
Determinant resid covariance (dof adj.)		1553.503			
Determinant resid covariance		368.6537			
Log likelihood		-281.3894			
Akaike information criterion		22.59924			
Schwarz criterion		24.26450			

Source : l'auteur

l'H

De ce peccède, on en deduit l'expression l'expression mathématique du taux de croissance suivante :

Croissance_t

$$\begin{aligned}
 &= 4,13 - 0,19Croissance_{t-1} + 0,75\Delta Taux\ de\ pression\ fiscal_{t-1} \\
 &- 0,03\Delta Indice\ des\ prix\ à\ la\ consommation_{t-1} \\
 &- 0,36\Delta Solde\ de\ la\ balance\ commerciale_{t-1} \\
 &+ 0,06\Delta Aide\ Publique\ au\ Développement_{t-1} - 12,66Crise_t
 \end{aligned}$$

Avant l'interprétation du modèle sus présenté, il est primordiale de vérifier ses qualités à l'aide d'approches empiriques normalisées. Ainsi, un certains nombre de tests statistiques sont indispensables.

Une représentation VAR(1) est équivalent à une estimation par MCO ligne par ligne des équations. En effet, afin de garantir de la qualité du modèle les tests d'hypothèses sur le terme d'erreur et les variables explicatives s'avèrent indispensables.

2.2 Tests d'hypothèses sur le terme d'erreur et les variables explicatives

2.1.1 Test de normalité des erreurs

La normalité des erreurs est une des condition de qualité de l'estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires. Etant donnée qu'une représentation VAR est équivalente à une estimation par MCO de chacune des équations, la normalité des erreurs est une condition indispensable pour l'obtention d'estimateurs BLUE⁴⁹.

Tableau 9 : Test de normalité des Erreurs

VAR Residual Normality Tests Orthogonalization: Cholesky (Lutkepohl) Null Hypothesis: residuals are multivariate normal Date: 12/09/17 Time: 23:10 Sample: 1985 2016 Included observations: 28				
Component	Skewness	Chi-sq	df	Prob.
1	-0.047656	0.010599	1	0.9180
2	0.211864	0.209470	1	0.6472
3	-0.772844	2.787345	1	0.0950
4	0.276453	0.356655	1	0.5504
5	-0.847696	3.353410	1	0.0671
Joint		6.717479	5	0.2425
Component	Kurtosis	Chi-sq	df	Prob.
1	2.786425	0.053217	1	0.8176
2	2.981725	0.000390	1	0.9843
3	3.992930	1.150229	1	0.2835
4	3.063429	0.004694	1	0.9454
5	4.173089	1.605495	1	0.2051
Joint		2.814024	5	0.7286
Component	Jarque-Bera	df	Prob.	

⁴⁹Un estimateur [BLUE](#) est un estimateur linéaire sans biais de variance minimale. On peut néanmoins trouver un estimateur non linéaire plus efficace qu'un estimateur BLUE.

1	0.063815	2	0.9686
2	0.209860	2	0.9004
3	3.937574	2	0.1396
4	0.361349	2	0.8347
5	4.958905	2	0.0838
Joint	9.531503	10	0.4825

Source : Auteur 2017

Le tableau ci-dessus nous relève que, équation par équation, le terme résiduel suit une loi normale si on observe les statistiques de Jarque-Berra. Pris dans son ensemble également, la statistique jointe de Jarque-Berra nous conduit à accepter l'hypothèse nulle de normalité des erreurs.

2.2.2 Test d'autocorrélation des erreurs

Pour avoir la meilleure estimation au sens BLUE du terme, il faut également que l'erreur soit non auto corrélée ainsi que homoscedastique. Ce qui est l'objet des statistiques de test ci-après.

Figure 10 : Test de corrélation des résidus⁵⁰

VAR Residual Serial Correlation LM Tests		
Null Hypothesis: no serial correlation at lag order h		
Date: 12/09/17 Time: 23:59		
Sample: 1985 2016		
Included observations: 28		
Lags	LM-Stat	Prob
1	30.58876	0.2030
2	29.90907	0.2277
Probs from chi-square with 25 df.		

Source : Auteur 2017

Le tableau ci-dessus nous permet de déduire que les termes résiduels sont non-corrélés conformément aux statistiques de test basé sur le Multiplicateur de Lagrange.

Figure 11 : Corélogramme de chaque équation de la représentation VAR

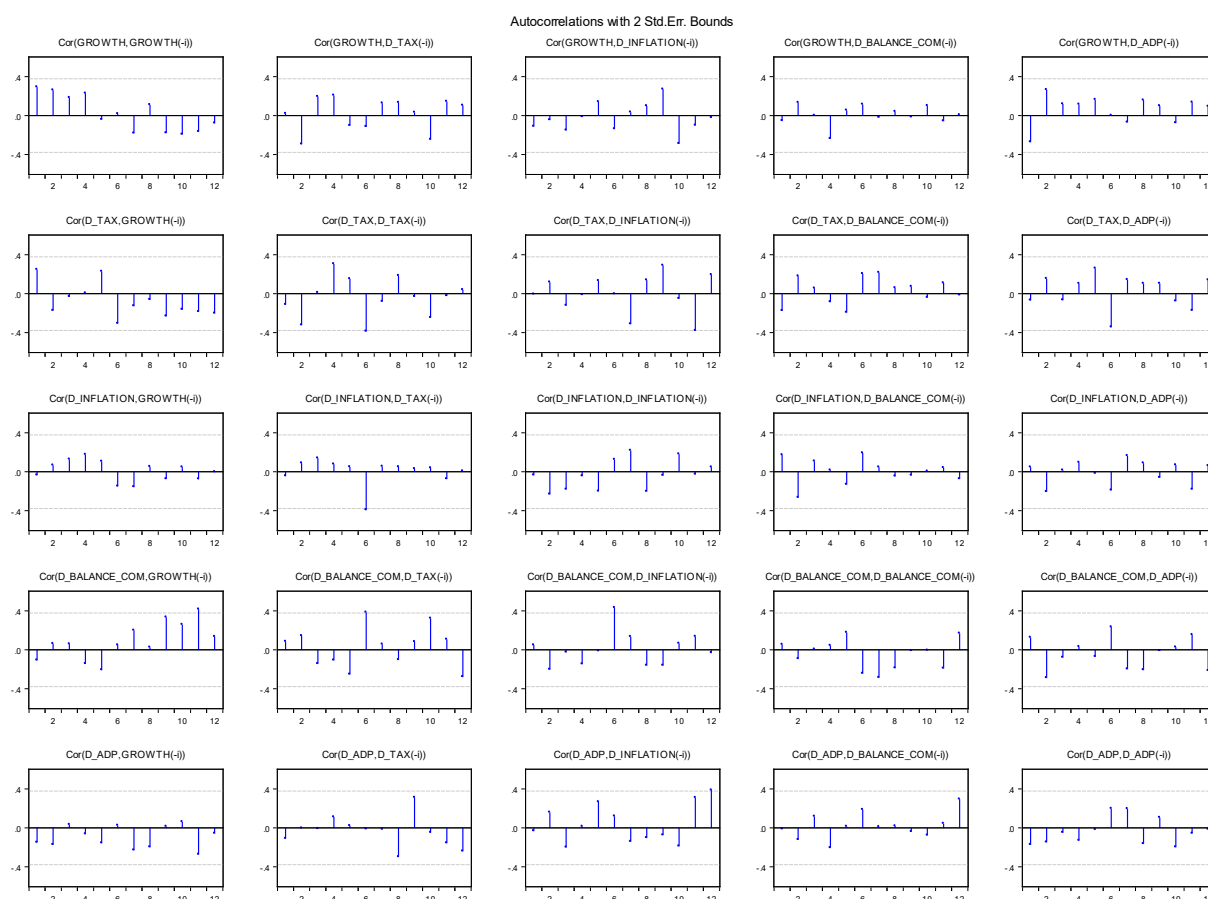
⁵⁰Contrairement à la statistique de test de Durbin-Watson, Ce statistique de test basée sur le Multiplicateur de Lagrange permet de détecter une autocorrélation, d'ordre supérieur à un, des erreurs. L'autocorrélation des erreurs d'un ordre de p s'écrit :

$$\varepsilon_t = \rho_1 \varepsilon_{t-1} + \rho_2 \varepsilon_{t-2} + \dots + \rho_p \varepsilon_{t-p}$$

Soit un modèle général à erreur autocorrélés d'ordre p :

$$y_t = a_1 x_{1t} + a_2 x_{2t} + \dots + a_k x_{kt} + \rho_1 \varepsilon_{t-1} + \rho_2 \varepsilon_{t-2} + \dots + \rho_p \varepsilon_{t-p}$$

$$H_0: \rho_1 = \rho_2 = \dots = \rho_p = 0$$



Source : Auteur 2017

Les graphiques ci-dessus, appuyer par l'utilisation du LM⁵¹ test afin d'identifier la corrélation des erreurs nous ont montré l'absence d'autocorrélation au niveau résiduel.

2.1.3 Test d'homoscédasticité des erreurs

Tableau 10 : Test d'Homoscédasticité des Erreurs basé sur la statistique de White

VAR Residual Heteroskedasticity Tests: Includes Cross Terms		
Date: 12/10/17 Time: 13:58		
Sample: 1985 2016		
Included observations: 28		
Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
364.7819	345	0.2223

Individual components:					
Dependent	R-squared	F(23,4)	Prob.	Chi-sq(23)	Prob.
res1*res1	0.809951	0.741184	0.7179	22.67864	0.4797
res2*res2	0.750651	0.523556	0.8571	21.01823	0.5800
res3*res3	0.752880	0.529848	0.8531	21.08065	0.5762
res4*res4	0.988158	14.51186	0.0093	27.66842	0.2286
res5*res5	0.841589	0.923950	0.6117	23.56451	0.4282
res2*res1	0.864375	1.108395	0.5211	24.20250	0.3927
res3*res1	0.798233	0.688036	0.7513	22.35052	0.4992
res3*res2	0.856456	1.037655	0.5539	23.98078	0.4049
res4*res1	0.951948	3.445342	0.1187	26.65454	0.2710
res4*res2	0.973034	6.275391	0.0433	27.24495	0.2457
res4*res3	0.840962	0.919619	0.6140	23.54694	0.4292
res5*res1	0.835240	0.881641	0.6349	23.38672	0.4384
res5*res2	0.855770	1.031891	0.5566	23.96156	0.4059
res5*res3	0.889522	1.400272	0.4092	24.90661	0.3551
res5*res4	0.881878	1.298406	0.4443	24.69259	0.3663

Source : Auteur 2017

Par ailleurs, les statistiques de test de White⁵² nous conduit à accepter l'hypothèse nulle de non-hétéroscédasticité des erreurs de la représentation VAR(1) retenu dans cette étude.

La normalité, la non-autocorrélation ainsi que l'homoscédasticité des erreurs, ainsi que l'absence de multi-colinéarité entre les variables signifient que les estimateurs des coefficients obtenus sont BLUE.

Les estimateurs du modèle ci-après est alors les meilleurs que l'on pourrait avoir à travers une modélisation linéaire.

$$\begin{aligned}
 Croissance_t = & 4,17 - 0,19Croissance_{t-1} + 0,77\Delta Taux\ de\ pression\ fiscal_{t-1} \\
 & - 0,04indiced\ es\ prix\ à\ la\ consommation_{t-1} \\
 & - 0,35\Delta Solde\ de\ la\ balance\ commerciale_{t-1} \\
 & + 0,09\Delta Aide\ Publique\ au\ Développement_{t-1} - 12,66Crise_t
 \end{aligned}$$

⁵² Le test de White (1980) est un test d'hypothèse H0 d'Homoscédasticité contre une hypothèse alternative H1 de Hétéroscédasticité. La statistique de test est appliquée sur une regression auxiliaire, par la regression du carré de résidu sur les produits des variables explicatives.

Exemple :

$$y_t = b_1 + b_2x_t + b_3z_t + e_t$$

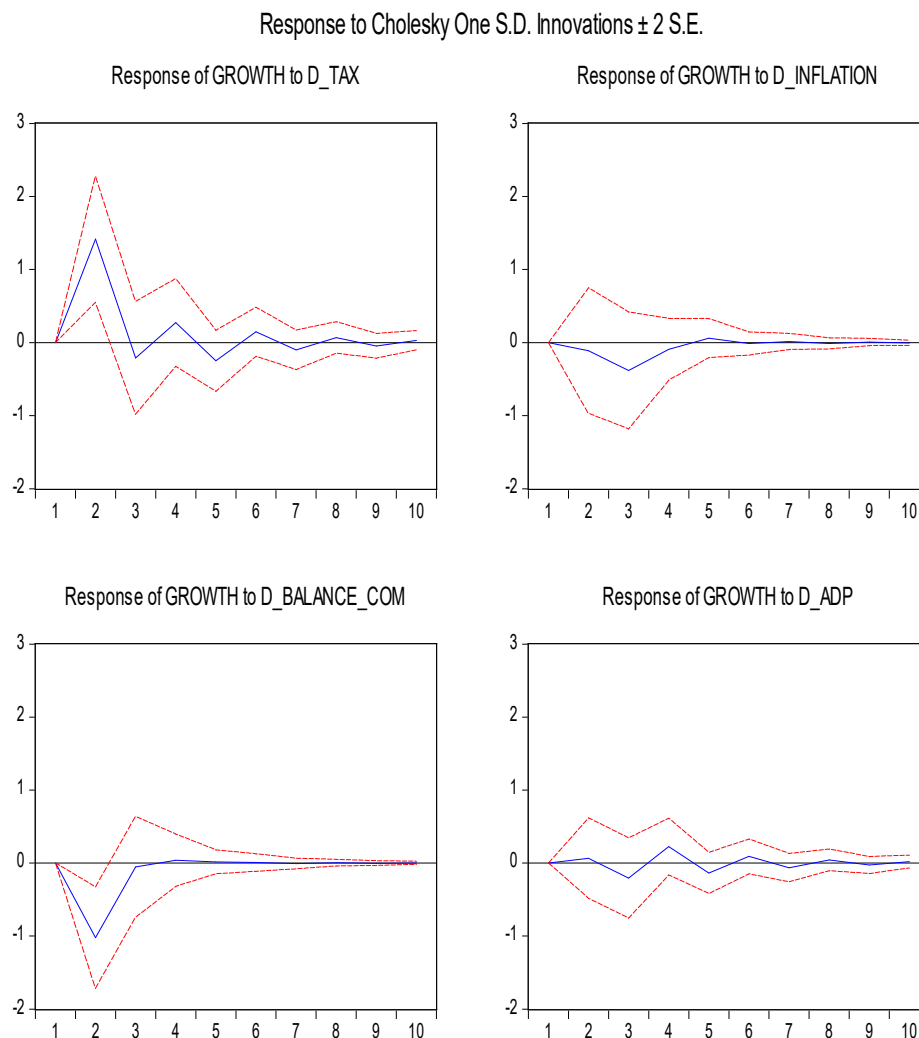
$$e_t^2 = \alpha_0 + \alpha_1x_t + \alpha_2z_t + \alpha_3x_t^2 + \alpha_4z_t^2 + \alpha_5x_tz_t + v_t$$

$$H0 : \alpha_0 = \alpha_1 = \dots = \alpha_p = 0$$

Elle est caractéristique de l'évolution à court terme du taux de croissance de l'économie malgache en fonction de l'Aide, de la politique fiscale, de la politique extérieure et de la politique monétaire.

2.1.4 Analyse dynamique du modèle VAR

Figure 12 : Fonction de réponses impulsionnelles de la croissance face à la variation des autres variables

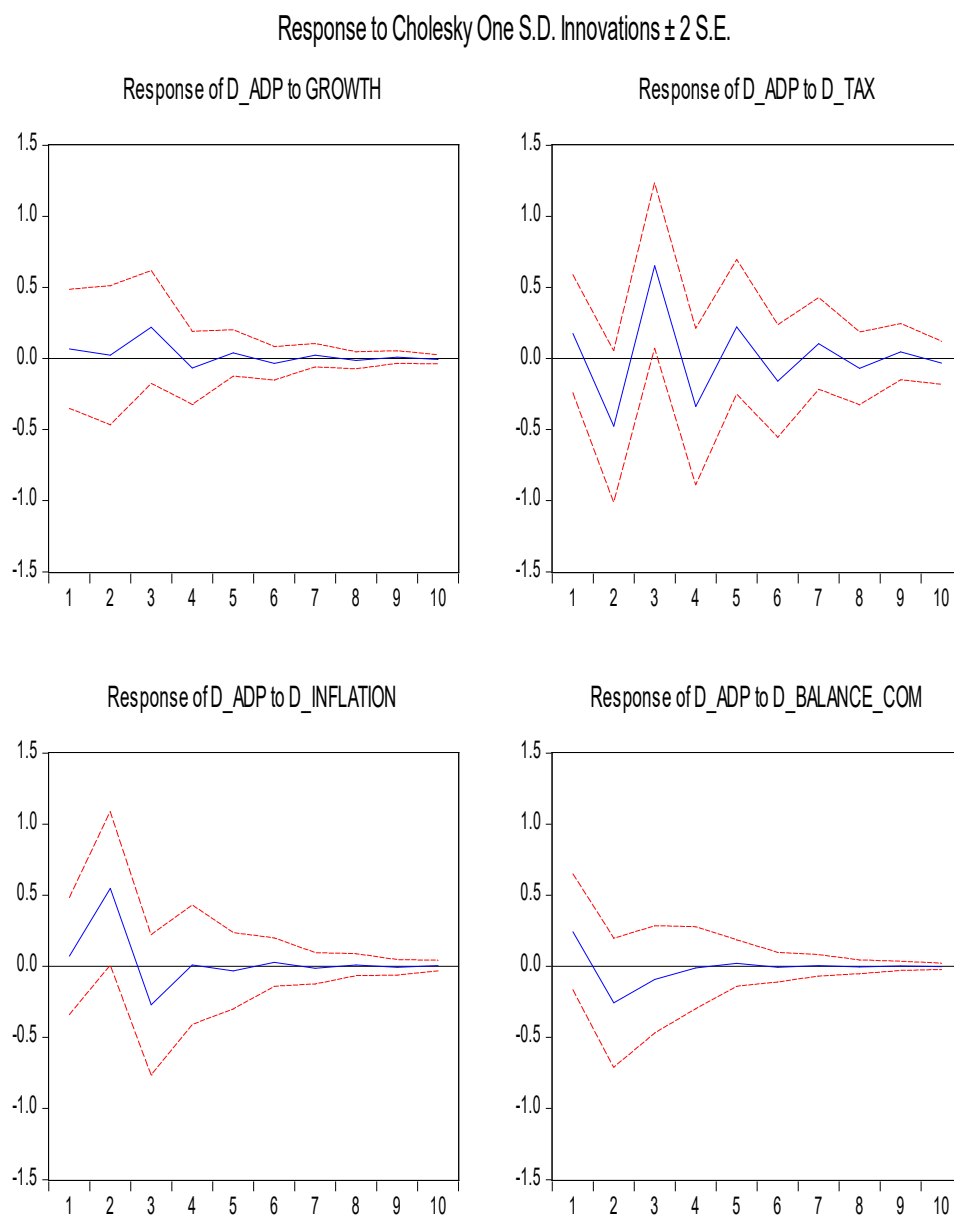


Source : Auteur 2017

Du graphique qui précède, nous pouvons déduire que la croissance économique ne réagit pas de façon instantanée à une variation de la politique budgétaire, monétaire, extérieure ainsi qu'à l'Aide publique au développement. Les chocs de la balance commerciale ainsi que celui des prix intérieurs induisent une récession durant trois années. Par ailleurs, la hausse des taxes ainsi que celle de l'Aide Publique au Développement induisent une succession de phase de récession et d'expansion durant plus de huit ans. Ces résultats résultent du fait que ces deux dernières variables induisent des effets réel sur l'économie alors que

l'inflation et la variation du solde de la Balance commerciales sont principalement expliquées par des effets prix.

Figure 13 : Fonction de réponses impulsionnelles de l'APD face à la variation des autres variables



Source : WDI 2017, Auteur 2017

Du côté de l'évolution de l'Aide Publique au Développement, ce dernier retrouve sa trajectoire d'équilibre après environ cinq ans suite aux chocs extérieurs provoqués par la croissance, l'inflation et la balance commerciale. Par ailleurs, les effets d'une variation du niveau de taxation sur l'Aide amène ce dernier à fluctuer autour de sa valeurs d'équilibre durant 9 ans.

De ce qui sont précédemment cités, la croissance économique à Madagascar, ainsi que l'évolution de l'APD sont des processus qui reviennent à leurs situation d'équilibre après des chocs extérieurs sur les autres variables. Le délai de retours vers l'équilibre varie entre Cinq et Neuf ans.

Section 3 : Analyse des résultats de la présentation VAR

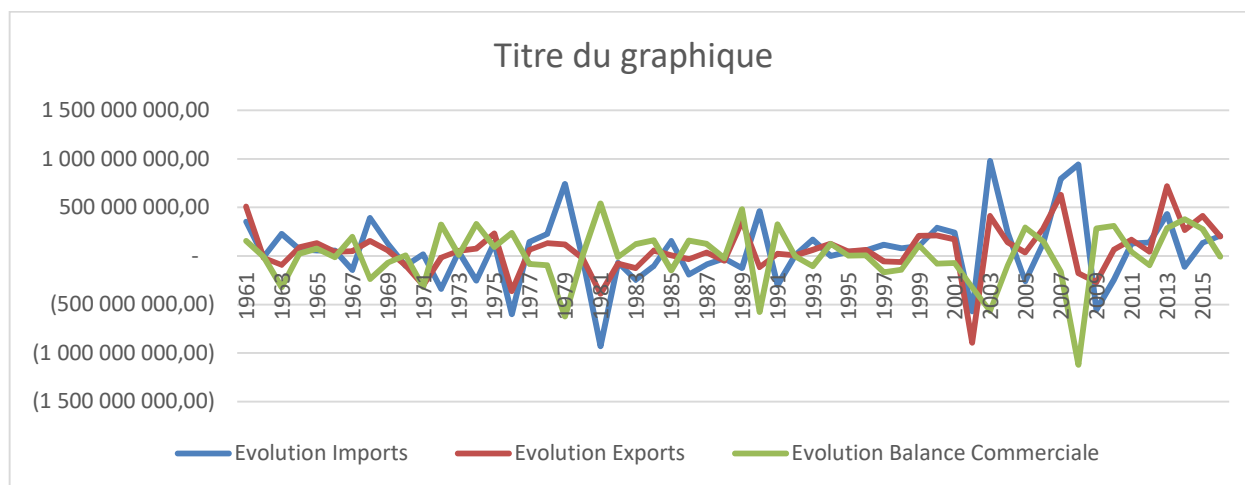
2.3 Relation négative entre la croissance présente et la croissance passée

Du résultat sus présenté, l'on pourra retenir qu'à court terme la croissance économique malgache n'est pas auto-entretenue. La croissance passée n'arrive pas à renforcer la croissance future ce qui révèle la mauvaise qualité de notre croissance. Ceci explique la fluctuation de la croissance à court terme autour de sa tendance de long terme. En effet une expansion et recession de court terme seront ramenée autour de la valeur d'équilibre. En outre, le modèle démontre également les caractères contra-cycliques de la balance commerciale, de la variation de l'indice des prix à la consommation et surtout de la crise politique. Par ailleurs, des propriétés pro-cycliques ont été observées au niveau du Taux de Pression Fiscale et de l'Aide Publique au Développement.

2.4 Une Evolution contra-cyclique de la variation de court terme de la balance commerciale

Le solde de la balance commerciale est constitué de l'Exportation et de l'Importation en Biens et Service. Pour comprendre les résultats de la représentation VAR, il convient d'identifier le facteur explicatif de la variation de la balance commerciale.

Figure 14 : Variation de court terme de la Balance Commerciale, de l'importation et de l'exportation



Source : WDI 2017

Le graphique ci-dessus montre que la variation du Solde de la Balance Commerciale est principalement expliquée par l'effet Importation que par l'effet Exportation. En effet, une détérioration /appréciation du solde de la Balance en Biens et Services sont surtout expliquée par une augmentation / baisse des importations que par une baisse / hausse des exportations. Par ailleurs, cette situation est d'autant plus illustrée par la présence d'une importation incompressible accentuée par la dépréciation suivant un rythme exponentiel de la dépréciation de la monnaie locale et la non élasticité des exportations qui aggravent le solde de la balance commerciale.

En effet, il en découle qu'à Madagascar, une dégradation du solde de la balance commerciale s'accompagne d'une baisse du taux de croissance économique. Une situation qui, selon nos recherches, s'explique par le fait que nos importations sont principalement constituées de biens de consommations qui ne contribuent pas à l'augmentation de nos capacités productives et de stimuler la croissance.

La qualité de la politique commerciale malgache n'est pas favorable à la croissance. Il convient alors de mener une politique visant au changement structurel du commerce extérieur par la baisse des importations en biens courants et l'augmentation des importations en biens de production. L'état doit mettre en œuvre une politique qui fait en sorte produire localement sera plus avantageux et compétitif que d'importer par l'importation de technologies nouvelles, la promotion de la formation et des recherches et développement

Il en résulte de l'inflation n'est pas favorable à la croissance à Madagascar. Au vu des statistiques depuis l'indépendance, le problème des prix à Madagascar est d'ordre structurel. Tenant compte le fait que tout changement de prix induit une modification de la répartition des revenus, il serait primordiale pour Madagascar d'engager des manquant de coordination spatiale et temporelle, réduisant à néant toutes perspectives de synergies et d'externalité positives mutuelles. L'Aide Publique au Développement renforcera la croissance inclusive à travers une meilleure coordination des décisions de développement pour garantir la promotion des secteurs agricoles et industriels afin de lutter contre l'insuffisance de la production locale ainsi que les mauvaises conséquences mettant le pays en otage depuis des décennies, et garantir une croissance plus équitable bénéfique à tous. Actions visant des mutations structurelles. Ainsi, afin de soutenir la production à satisfaire la capacité d'absorption locale, l'amélioration de la productivité du secteur primaire est indispensable afin de répondre positivement au développement du secteur industriel. Par la suite, Madagascar devra mettre en place les réformes indispensables au développement industriel, passage obligé à tout développement économique inclusif. De nos recherches, on constate que des initiatives commencent à naître dans le but d'assurer à la fois les développements agricole et Industrielle à

Madagascar : adoption de la Loi n°2017- 020 portant Code de l'Electricité à Madagascar, Loi n°2017-047 sur le Développement de l'Industrie (LDI), Loi n°2017-025 portant création d'une contribution financière des entreprises au développement de la formation professionnelle continue et d'un fonds de gestion de cette contribution, Loi n°2015-040 portant orientation de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP)... ,mais ces mesures incitatives sont prises individuellement pas les ministère sectoriel et

2.5 Une conséquence très négative de la crise sur la croissance

Une probabilité élevée de tomber dans une crise est un signe de fragilité de l'Etat. Depuis son indépendance, Madagascar travers des crises avec des intervalles de plus en plus fréquent et des durées de plus en plus longues. Nous avons créé la variable crise afin d'étudier ses implications quant à l'évolution de la croissance à Madagascar.

Récession continue et crises récurrentes caractérisent aujourd'hui Madagascar sans que les théories du développement, traditionnelles ou récentes, ne permettent d'expliquer cette trajectoire⁵³. La crise est la variable qui induit des effets les plus conséquents sur la croissance économique malgache. Une crise induit une récession économique moyenne de 12,66 points, provoquant des chocs profondes mais surtout prennent beaucoup de temps avant d'être absorbé par l'économie.

L'éradication de cette crise cyclique est une condition nécessaire à l'instauration d'une croissance inclusive dans le pays. Deux éléments majeurs, qui constituent des invariants structurels de toute les crises (Razanakoto et All) : la nature endogène l'écrasement de l'immense majorité de la population par une "oligarchie", souvent associée aux "grandes familles", qui déploient des stratégies complexes mais efficaces pour se maintenir tout en haut de la hiérarchie sociale et le pouvoir d'autre. Par ailleurs, ils ont avancé un troisième facteur des crises à Madagascar qui est l'incapacité des dirigeants en place de concrétiser leurs promesses et de faire sortir la population de la pauvreté.

Dans l'optique de l'instauration d'une croissance inclusive, les bailleurs devront focaliser leurs actions dans l'instauration d'un modèle de croissance à base élargie, permettant à ceux n'appartenant pas à la classe des élites dirigeantes de participer et de jouir les fruits de la croissance. Pour se faire, l'application des bailleurs des dispositions de la déclaration de Paris en 2005 relative à l'efficacité de l'Aide est primordiale,

⁵³ Razafindrakoto et all, 2015

parallèlement aux efforts de l'administration dans l'instauration de la bonne gouvernance politique et économique, condition identifiées comme étant favorable à l'efficacité de l'Aide (Dollar, 2003).

La valorisation des ressources humaines ainsi que l'égalité entre les genres est une des conditions favorisant inclusivité. L'observation de l'absence de l'inclusivité durant les croissances de 1885 à 2016 nous a amené à voir si l'Aide publique au développement a au moins influencé positivement la valorisation des ressources humaines et l'égalité des genres.

Mesurée avec l'indice de GINI, l'inégalité des revenus des ménages à Madagascar a toujours été d'un niveau très élevé. Entre 1992 et 2012, elle a varié entre 38,6 et 47,4 ; soit un niveau moyen de 41,8.

Le graphique ci-dessus montre qu'elle est insensible avec la fluctuation de l'Aide publique au développement ; mettant en exergue l'inexistence d'une quelconque influence de l'Aide Publique au Développement sur la réduction de l'Inégalité dans le pays.

La disponibilité de compte bancaire est une des conditions favorisant l'inclusion financière et pas la suite la croissance inclusive. A Madagascar, la proportion de personne ayant plus de 15 ans disposant de compte dans une institution financière est en moyenne de l'ordre des 5,6%.

2.6 Réduction de la volatilité de l'Aide

Une des qualités que doit avoir l'aide pour améliorer son efficacité est sa stabilité et prévisibilité. Selon Bulir et Hamann (2001), la variance annuelle de l'Aide reçue par l'ensemble des pays bénéficiaires serait en moyenne quatre fois supérieure à celle du PIB. De plus, il apparaît que la volatilité est d'autant plus forte dans les pays les plus dépendants de l'Aide au développement et présentant des revenus instables. Par conséquent « les pays qui souffrent de revenus domestiques instables souffrent aussi d'avoir un accès instable à l'Aide, Aide qui tend alors à accentuer, plutôt que compenser, la variabilité des sources de revenus » (Amprou et Chauvet, 2004,p.93).

En ce qui concerne le cas de Madagascar, on observe que la variation annuelle de l'Aide en provenance de la CAD a tendance s'amplifier traduisant sa non-stationnarité.

Chapitre 3 : Recommandations pour Madagascar et pour les Bailleurs de fonds

Section 1 : Recommandations pour Madagascar

1.1 Assurer l'existence d'emplois et d'opportunités ;

Afin d'assurer la durabilité de la croissance ainsi que de permettre une la contribution de tous à la création et jouissance des fruits de la croissance ; l'Etat doit mettre en place un politique de création d'emplois donnant la même chance à tous les mains d'œuvre d'y participer.

La création d'emplois doit figurer parmi l'orientatition des Aides Publiques au Développement. Elle doit améliorer l'employabilité de la main d'œuvre par la mise en place d'une Gouvernance approprié de la politique publique en matière de formation initiale, continue, pré-emploi ou la formation en alternance afin de cultier dans la culture de l'entrepreneariat. L'Aide publique au développement reçue ou qui seront reçues par Madagascar renforceront d'avantage la croissance inclusive si elles se focalise sur le soutien des centres de formation à améliorer la capacité de la main d'œuvre à s'auto employer et à être entreprenant et innovant.

1.2 Favoriser la résilience et l'innovation

Beaucoup de soutiens en provenance des bailleurs se sont déjà focaliser sur l'amélioration de la capacité de la population à affronter les chocs extérieurs ainsi que de leurs donner la possibilité retourner à leurs avantages des situations difficiles. En effet, l'innovation est un des facteurs de résilience qui est considéré comme étant à la base de croissance inclusive. L'innovation permettra à la population de s'adapter rapidement à l'évolution de son environnement.

Pour soutenir la croissance inclusive, l'innovation ne doit pas avoir pour objet de remplacer les mains d'œuvre, elle doit amener les travailleurs à devenir plus compétitif et productif afin d'augmenter sa contribution dans la création de richesse. Elle doit assurer le passage du secteur agricole de la subsistance à l'entrepreneariat, favorisant le participation des agriculteur à la chaine de valeur, conduisant à une

transformation de la structure économique afin de faciliter l'absorption des besoins d'investissement de plus en plus intenses pour soutenir la croissance

Le renforcement de la résilience constitue une base de la consolidation des dividendes démographiques du pays. Il passe par l'amélioration de l'encadrement, de la motivation et de l'engagement de ces jeunes, par la valorisation de l'éducation, formation, entrepreneuriat, santé et bien être dans un système politico-institutionnel respectant l'Etat de droit et la bonne gouvernance.

1.3 Valorisation sincère du montant de l'Aide

La comptabilisation de l'Aide a suscité des débats parmi les économistes. Il est contesté qu'une différence significative subsiste entre le montant de l'Aide déclaré et le montant effectivement encaissé par le pays bénéficiaire pour financer son développement économique. Nos études ont démontré et confirmé que des éléments, contribuant à l'estimation de l'agrégat statistique « APD », ne participent pas au développement économique du pays « Aide fantôme ».

A ce propos, il ne faut comptabiliser dans l'Aide que les dépenses qui ont un réel lien avec le développement⁵⁴ et d'écarter de la comptabilisation de l'Aide les frais administratifs engagés par les pays donateurs, les dépenses de colloques et séminaire ayant pour but de sensibiliser l'opinion publique dans les pays donateurs en ce qui concerne l'Aide Publique au Développement, les bourses d'études offertes au ressortissant des pays en développement et que le bénéficiaire ne retourne pas dans son pays d'origine après sa formation. De même, l'annulation de la dette que Madagascar a bénéficié durant les périodes 2005-2006. Ils s'agissent des créances qui ne sont plus recouvrables dont la taille devenue insoutenable par les pays pauvres a surtout été alimentée par la recapitalisation des services de la dette impayés. L'annulation de la dette ne représente pas un réel mouvement de fonds du pays donneur vers le pays aidé, ce qui démontre l'impertinence de la comptabilisation de sa totalité comme étant de l'Aide Publique au Développement. De ce fait, la revalorisation de l'annulation de la dette doit être opérée pour ne comptabiliser que le montant qui a été réellement utilisé par le pays pour le financement de son développement. Il convient également de ne

⁵⁴ - Selon Riddell (2007) : « si la définition de ce que constitue l'aide était basée sur ce qui arrive au pays bénéficiaire ou, plus substantiellement, sur si le bénéficiaire avait la liberté de choisir la manière dont il pourrait l'utiliser, les données sur l'aide au développement seraient radicalement différentes »

- Miriam Cue Rio, dans « une approche de l'aide publique au développement par le biais de ses objectifs chiffrés : examen de la définition des objectifs comme facteur explicatif de leur non réalisation » a démontré qu'après soustraction des éléments n'ayant pas des impacts directs au développement dans les pays aidés, pour l'année 2005, l'aide de l'Autriche passerait de 0,52 % à 0,18 % de son RNB, celle de la Belgique de 0,53 % à 0,38 %, celle de l'Allemagne de 0,36 % à 0,2 % et celle de la France de 0,47 % à 0,24 %.

comptabiliser comme étant élément de l'APD l'annulation de la dette dont le remboursement par le pays débiteur est encore probable. En plus de la réévaluation du montant de l'Annulation de la dette à comptabiliser dans l'Aide, il convient également de procéder à la réévaluation des frais d'assistance technique qui couvrent les traitements des experts, consultants, enseignants. A ce propos, il convient de ne comptabiliser dans l'Aide l'équivalent en salaire d'expert national, fournissant la même prestation d'exclusion d'autres frais comme les primes d'expatriations et d'autres bonifications.

1.4 Lutter efficacement contre de la corruption et adapter la forme d'Aide à solliciter

Peter Bauer (OCDE 2006b) a souligné que l'efficacité de l'Aide est déterminée par des aptitudes et des comportements de la population, ainsi que des institutions sociales et politiques. Se référant à la pratique de la Banque Mondiale en matière d'Aide conditionnelle, soutenue par les études empiriques réalisées par Burnside et Dollar (2000) et Collier et Dollar (2002), il est évident que les Aides resteront inefficaces dans les pays qui ne disposent pas d'une bonne politique ; de ceux qui précèdent, on peut conclure que l'efficacité de l'Aide à Madagascar sera moindre tant que notre pays va briller par comportement et institution favorisant la corruption, limitant l'instauration de la bonne gouvernance ainsi que par l'incapacité de nos gouvernements à définir, mettre en place de bonne politique de développement.

En 2016, Transparency International a classé Madagascar au 145^{ème} mondiale selon l'Indice de Perception de la Corruption. Parmi les pays fortement corrompus, cette situation continuera de compromettre l'efficacité de l'Aide tant que d'action concrète ne soit prise.

La lutte contre la corruption est une disposition constitutionnelle à Madagascar. Dans ce cadre, une nouvelle loi de lutte contre la corruption a été érigée en 2016 afin de palier aux lacunes des dispositions antérieures. Toutefois, dans la pratique, les actions préventives doivent être élargies et intensifiées à tous les niveaux (scolaire⁵⁵, universitaire, société civile, fonctionnaire, population agricole...). Ce nouveau cadre législatif est sans doute exhaustif en ce qui concerne la répression de certains actes de corruption notamment *le détournement de deniers publics, les conflits d'intérêts, les formes passives et actives des incriminations de la corruption d'agents publics étrangers ou de la corruption dans le secteur privé, tout en introduisant des notions nouvelles comme la responsabilité pénale des personnes morales, la notion de tiers bénéficiaires*

⁵⁵ Les éducations en matière de corruption doivent être introduites dans les programmes éducatifs du primaire et du secondaire afin de permettre une parfaite appropriation par les élèves. Les cadres réglementaire et législatif réprimant les corruptions doivent être suffisamment dissuasifs afin de limiter aussi bien les actes de corruption actifs que passifs.

qui sont désormais punissables en tant que tels, le détournement de deniers privés, la prescription à partir de la date de découverte de l'infraction, ainsi que le renforcement de certains dispositifs, notamment la protection des témoins, dénonciateurs, et agents chargés de la répression de la corruption, mais la seule et unique solution est l'application stricto sensu des textes en vigueur par le biais de l'instauration de l'Etat de droit, afin de fournir à l'Aide un environnement propice à son efficacité sur la croissance inclusive.

Conscient des conséquences du modèle économique actuel sur l'aggravation de l'inégalité et de la pauvreté, les dirigeants actuels ainsi que les leaders des Communautés internationales choisissent la mise en place d'une croissance forte, durable, basée sur une augmentation de la création d'emplois, favorisant l'inclusion financière, l'innovation et la résilience. C'est une croissance qui s'accompagnera de la réduction de la pauvreté et de l'inégalité.

Madagascar mis aussi sur la croissance inclusive. Dans son Plan National de Développement, le pays a souligné l'instauration de cette croissance durable et partagée, par la promotion des investissements structurants et la consolidation l'assistance des partenaires techniques et financier.

Actuellement, les Aides sont considérées comme étant des facteurs pouvant contribuer à la mise en place d'un bon type de croissance. Elles interviennent dans le renforcement des différentes dimensions favorisant l'inclusion. Cet étude nous a révélé les différentes théories et résultats empiriques démontrant la contribution de l'Aide à la croissance, réduction de l'inégalité et à la lutte contre la pauvreté. Toutefois, des auteurs ont également infirmé ses effets pour le développement à long terme des pays bénéficiaires.

Les l'analyse des données empiriques concernant Madagascar a démontré que les Aides dont le Pays a bénéficié n'ont pas apporté une contribution significative directe à la croissance et sur les autres facteurs d'inclusion.

1

L'étude a révélé que l'Aide n'entraîne pas la croissance et qu'il existe aucune relation statistique valide entre le taux de croissance de l'Aide et le taux de croissance économique. L'insuffisance de l'Aide est une des causes de ces résultats. En plus, vu que la qualité de la gestion financière de l'Etat laisse encore à désirer, les Aides prodiguées par les bailleurs n'arrive pas à atteindre pleinement les objectifs fixés malgré l'adhésion des bailleurs à la déclaration de Paris (2005).

L'Etat doit être suffisamment solide afin de mettre en place une parfaite coordination des ressources provenant des Aides (et des ressources extérieures en générale) et des ressources intérieures ; dans le financement des politiques visant une croissance inclusive.

Ainsi, des efforts conjoints doivent être déployés en vue de la valorisation du capital humain, de l'adéquation des services financiers aux caractéristiques du pays ; de la création d'emplois et d'opportunités

d'emplois pour les mains d'œuvre, d'Assurer la mobilité et la bonne santé de la main d'œuvre, de Lutter efficacement contre de la corruption, de favoriser la résilience et l'innovation, de mettre en place un système fiscal et de redistribution juste.

Section 2: Recommandations relatives aux pratiques des Bailleurs des Fonds

En 2017, Madagascar a bénéficié des décaissements d'Aides d'un peu plus de 700 Million de Dolard, soient une proportion très significative de 35% du budget de l'Etat. Cette importance de l'Aide peut constituer à une fois une force et une faiblesse pour le stratégie de développement du Pays. En plus de conditions de qualité des politiques économiques et celle relative des institutions, les Donateurs et les Aides eux-mêmes doivent obéir à des conditions favorisant l'efficacité et l'inclusivité. Ainsi, en plus de sa contribution dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité, les actions des bailleurs doivent être conjuguées afin d'optimiser ses contributions à la création de richesse et à sa redistribution au niveau de tous. Entre 2009 et 2017, on a recensé 1667 projet de « développement » dont 349 ont encore décaisé en 2017. L'importance des décaissements ainsi que la multitude des interventions mettent en évidence la nécessité d'une bonne coordination des actions des bailleurs.

2.1 Alignement de l'aide aux priorités nationales

Conformément à la déclaration de Paris en 2005, une meilleure coordination et à l'efficacité des Aides publiques extérieures assureront des résultats significatifs en ce qui concerne l'atteinte des résultats attendus en matière de développement. Pour se faire, les bailleurs doivent, planifier assemble leurs interventions en tenant compte des plans stratégique choisi par le gouvernement. Cette coordination permettra, non seulement, de dresser une meilleure cartographie de l'Aide, mais surtout d'épouser les mêmes priorités que le pays bénéficiaire durant son exécution. Pour Madagascar, il nous recommandons que l'action de coordination de l'Aide tienne compte du calendrier de programmation et d'exécution budgétaire à moyen terme pour assurer une plus grande cohérence et efficacité dans la lutte contre la pauvreté et à la croissance à long terme. Parlant de croissance, la structure du Produit Intérieur Brute de Madagascar n'a pas évolué depuis la Première République, malgré les différentes stratégies de développement adoptées ainsi que les multitudes d'approche en vue de rendre l'Aide plus efficace

La structure de l'économie malgache n'a pas changé du point de vue de la contribution des différents secteurs au PIB, contrairement à la tendance générale en Afrique qui est marquée par une baisse de la dépendance au secteur primaire et une prise d'importance du secteur secondaire. Ainsi, pour que les Aides

puissent ériger un réel changement structurel, nous proposons le renforcement des actions de coordination et d'alignement avec les priorités stratégiques Gouvernementales.

2.2 Coordination des actions des bailleurs pour une meilleure efficacité et inclusivité de l'aide

38 bailleurs ont intervenu à Madagascar à travers l'APD en 2017. Les 10 Agence donatrices les plus importants représentent 80% du total des apports financiers conformément au tableau ci-après

Tableau 11 :

Agences Donatrices	2017	pourcentage	Porcentage cumulé
BM/IDA : Association Internationale de Développement	237 877 298	33,33%	33,33%
BAD : Banque Africaine pour le Développement	76 494 079	10,72%	44,05%
USAID : United States Agency for International Development	69 989 034	9,81%	53,86%
UE : Union Européenne	65 661 778	9,20%	63,06%
PAM : Programme Alimentaire Mondial	31 609 800	4,43%	67,49%
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	30 243 228	4,24%	71,73%
OMS : Organisation Mondiale de la Santé	21 862 078	3,06%	74,79%
GFATM : Fonds Mondial Contre le VIH/SIDA, Tuberculose et Paludisme	21 017 294	2,95%	77,74%
Corée du Sud	16 361 400	2,29%	80,03%
Autre	142 488 834	19,97%	100%

Source : AMP/Auteur

Toutefois, nos recherches ont révélées que ces bailleurs ont tous leurs domaines d'intervention et que leurs priorités sont presque divergentes au vue de la répartition des moyens financiers.

CONCLUSION

Cette étude a permis de vérifier notre hypothèse selon laquelle il existe un lien de causalité entre la croissance économique et l'Aide Publique au Développement

Il a été démontré que l'efficacité des Aides dépend non seulement du Gouvernement malgache mais aussi des conditions et des comportements des bailleurs de fonds.

BIBLIOGRAPHIE

- Anil MARKANDYA, Vladimir PONCZEK, SOONHWA Yi, *What Are the Links between Aid Volatility and Growth?*, 2010 (WPS5201, The World Bank)
- Denis COGNEAU, Thomas BOSSUROY, Philippe De VREYER, Charlotte GUENARD, Victor HILLER, Philippe LEITE, Sandrine MESPLE-SOMPS, Laure PASQUIER-DOUMER, Constance TORELLI, *Inégalités et équité en Afrique*, Paris, Document de Travail DIAL, 2006
- Dorothée BOCCANFUSO, Caroline MÉNARD, *La croissance pro-pauvre : un aperçu exhaustif de la « boîte à outils »*, GREDI, 2009 (Working Paper09-06, Université de SHERBROOKE)
- FMI, Finances et Développement, Publication Trimestrielle du Vol. 49, n°3, 2012
- FMI, *Afrique – D’une croissance élevée à une croissance inclusive* – [Conférence des parties prenantes du Burkina Faso Ouagadougou, 7 mai 2013] ; sous la Direction de Michael Atingi-Ego, 2013
- Hannah NIELSEN, Dorsati MADANI, *Potential Benefits and Risks of Increased. Aid Flows to Burundi*, Africa Region, 2010 (WPS5180, The World Bank)
- IRD-CEPED, *Santé des femmes et des enfants : des soins domestiques aux politiques publiques. 1er colloque francophone d’anthropologie de la santé à Madagascar* – [Colloque international 14, 15, 16 mars 2016 – Antananarivo, Madagascar] ; organisé par Dolorès Pourette, Christine Bellas-Cabane (Ambassade de France), Chiarella Mattern (IPM), 2016
- Jean Christophe CARRET, Bienvenu RAJAONSON, Paul Jean FENO, Jurg BRAND, *L’environnement à Madagascar : un atout à préserver, des enjeux à maîtriser*
- Jean-Pierre CLING, *Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature*, Paris, Document de Travail DIAL, 2006
- Laura RALSTON, *Job creation in fragile and conflict-affected situation*, Fragility, 2014 (WPS7068, The World Bank)
- Ministère de l’Economie et des Finances, Maroc, *Bilan d’ajustement structurel*, Document de Travail n°1, 1995

- PNUD, *Croissance inclusive : Clé de promotion de l'emploi des jeunes*.6 [Séminaire sur les inégalités et les perspectives de mobilité sociale, Maroc, 12 mai 2015 - siège du CESE à Rabat] ; 2015
- PNUD, *Croissance inclusive et Développement. Le rôle du capital humain 2013*, Cameroun, Rapport National du Développement Humain,
- P. et S. GUILLAUMONT, *Les conséquences sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change. Ajustement et effets sociaux*, p.101-122
- Questionnaire and guidelines, Country policy and institutional assessment, African Development Bank, 2015
- ONUDI, *Rôle de la technologie et de l'innovation dans le développement inclusif et durable. Vue d'ensemble*, Vienne, Rapport sur le développement industriel 2016, 2015
- Sebastian GALIANI, Stephen KNACK, Lixin Colin Xu, Ben ZOU, *The effect of Aid and Growth : Evidence from a quasi-experiment*, 2014 (WPS6865, The World Bank)
- Stephen KNACK, Lixin Colin Xu, Ben ZOU, *Interactions Among Donors' Aid Allocations. Evidence from an Exogenous World Bank Income Threshold*, 2014 (WPS7039, The World Bank)
- Stephen KNACK, *When Do Donors Trust Recipient Country Systems?*, 2012 (WPS6019, The World Bank)
- Stijn CLAESSENS, Danny CASSIMON, and Bjorn Van CAMPENHOUT, *Evidence on Changes in Aid Allocation Criteria*, The World Bank Economic Review, Vol. 23, n°2, 2009, p.185-208
- Wolfgang Fengler and Homi Kharas, *Delivering Aid Differently—Lessons from the Field*, Economic Premise, n°49, 2011 (PREM59551, The World Bank)
- YOICHIRO Ishihara, *Identifying Aid Effectiveness Challenges in fragile and conflict-affected states*, 2012 (WPS6037, The World Bank)
- YUMEKA Hirano, SHIGERU Otsubo, *Aid is good for the poor*, East Asia and the Pacific Region, 2014 (WPS6998, The World Bank)
-

Webographie

[African Economic Outlook](#)

[African Fixed Income and Derivatives Guidebook](#)

[Financial Sector Assessment Program \(FSAP\)](#)

[IMF World Economic Outlook](#)

[IMF 2007 Article IV Consultation](#)

[IMF Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa](#)

<https://www.mfw4a.org/fr/madagascar/le-secteur-financier.html>

[World Bank Country Page](#)

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE.....	514
OBJECTIF	517
PROBLEMATIQUE.....	517
HYPOTHESE DE RECHERCHE.....	518
METHODOLOGIE.....	518

CHAPITRE I : L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE INCLUSIVE 519

Section 1 : Concepts d'Aide publique au développement	520
1.1. Fondements de l'Aide Publique au Développement.....	520
1.2. Concept de l'Aide Publique au Développement.....	525
1.3. Les instruments de l'Aide Publique au Développement.....	526
1.4. Environnement de l'Aide publique au développement	528
1.5. Cadre institutionnel de l'Aide Publique au Développement.....	532
1.6. Cadre normatif de l'Aide publique au développement.....	533
1.7. Nouveaux défis de l'Aide Publique au Développement.....	535
1.8. La diversité des acteurs et outils.....	536
Section 2: La croissance inclusive.....	537
2.1 Concept et définition	538
2.2 Croissance inclusive et Inclusion Financière	541
2.3 Mesure de la croissance Inclusive	543
2.4 Nouvelle mesure de la croissance inclusive	547
2.5 Les facteurs d'inclusivité	549
2.6 Croissance inclusive et innovation technologique.....	551
2.7 Croissance inclusive et capital Humain.....	554
2.8 Les principales contraintes à l'inclusivité.....	556
2.9 Croissance inclusive et politique publique.....	557

CHAPITRE 2 : ANALYSE STOCHASTIQUE DE LA RELATION ENTRE L'AIDE ET LA CROISSANCE INCLUSIVE..... 558

Section 1 : Etude de la stationnarité des séries	559
Section 2 : Représentation VAR des relation entre Aide, Croissance économique et politique économique.	562
2.1 Spécification et identification du nombre de retard	562
2.2 Tests d'hypothèses sur le terme d'erreur et les variables explicatives	566

Section 3 : Analyse des résultats de la présentation VAR	572
3.1 Relation négative entre la croissance présente et la croissance passée.....	572
3.2 Une Evolution contra-cyclique de la variation de court terme de la balance commerciale	572
3.3 Une conséquence très négative de la crise sur la croissance	574
3.4 Réduction de la volatilité de l'Aide.....	575
 CHAPITRE 3 : RECOMMANDATIONS POUR MADAGASCAR ET POUR LES BAILLEURS DE FONDS	
.....	576
 Section 1 : Recommandations pour Madagascar.....	576
1.1 Assurer l'existence d'emplois et d'opportunités ;	576
1.2 Favoriser la résilience et l'innovation	576
1.3 Valorisation sincère du montant de l'Aide	577
1.4 Lutter efficacement contre de la corruption et adapter la forme d'Aide à solliciter	578
 Section 2: Recommandations relatives aux pratiques des Bailleurs des Fonds.....	580
2.1 Alignement de l'aide aux priorités nationales.....	580
2.2 Coordination des actions des actions des bailleurs pour une meilleure efficacité et inclusivité de l'aide	581
 CONCLUSION.....	582
 BIBLIOGRAPHIE.....	583